



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 DECEMBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

Proclamation

Canada
Province de
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommé et appelé à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de DECEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-SIXIÈME jour du mois de DECEMBRE, mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st DECEMBER, 1901

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c. To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-SIXTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWENTY-SIXTH day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le QUATRIÈME jour du mois de FEVRIER prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : **TÉMOIN**, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **SIR LOUIS A. JETTE**, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

▲ Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEIZIÈME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

4455

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 11 décembre 1901, incorporant Charles Garth, gentilhomme ; Henry Whitaker Garth, John Henry Garth, marchands ; Albert Edward Garth, cultivateur, et John George Smith, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : d'acquérir comme une affaire en opération les affaires ci-devant faites dans la cité de Montréal, sous les nom et raison de "Garth & Company," et de manufacturer et faire le commerce d'appareils pour l'électricité, le gaz et la vapeur, et en général de faire les affaires de manufacturiers et de marchands de matériaux de quincaillerie et de plomberie de toutes descriptions et de toute condition de manufacture, sous le nom de "The Garth Company", avec un fonds social de cent soixante et quinze mille piastres (\$175,000.00), divisé en dix-sept cent cinquante actions (1750) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de décembre 1901.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

629

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront revoqués en tout temps après le trontième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on **TUESDAY**, the **FOURTH** day of the month of **FEBRUARY** next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : **WITNESS**, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable **SIR LOUIS A. JETTE**, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this **SIXTEENTH** day of **DECEMBER**, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

4456

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the eleventh of December, 1901, incorporating Charles Garth, gentleman ; Henry Whitaker Garth, John Henry Garth, merchants ; Albert Edward Garth, cultivator, and John George Smith, manufacturer, all of the city and district of Montréal, for the following purposes, viz : to acquire as a going concern the business heretofore carried on at the city of Montréal, under the name and style of "Garth & Company," and to manufacture and deal in electric, gas and steam fixtures, and generally to carry on the business of manufacturers and dealers in hardware and plumbers materials of all descriptions and in every condition of manufacture, under the name of "The Garth Company", with a total capital stock of one hundred and seventy-five thousand dollars (\$175,000.00), divided into seventeen hundred and fifty shares (1750) of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this twelfth day of December, 1901.

JOS. BOIVIN,
Deputy secretary of the province.

4630

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :

Adj. 7187.

Ditchfield.

Lot 21, du 4e rang, à Henry Christie.
E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 17 décembre 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Lepage.
3e rang N. O.

Lot 27, à Ls. Bernier.
Lot 28, à Narcisse Côté.
Lot 47b, à Jean St. Laurent.
Lot 47c, à Exhup. Jean.

4e rang N. O.

Lot 19, à Geo. Beaulieu.
Lot 20, Rob. St. Laurent.
Lot 49, à Adélard Gagné.
Lots 50 et 51, à Chs. Jean.

Canton Blais.
1er rang N. O.

Lot 21, à Achille Michaud.
Lot 22, à Jos. Laberge, jr.
Lot 23, à Arth. Poirier.
Lot 24, à H. St. Laurent.

Canton Caxton.

Lot 9, du 19e rang, à Alfred Boucher.

Canton Bungay.

Lots 28 et 29, du 3e rang, à Ls. Murray Castonguay.

E. E. TACHE
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 21 décembre 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Ashburton.

Lot 4, du 6e rang, à Honoré Roy.
Lot 6, du rang D, à Adolphe Jodoin.

7e rang.

$\frac{1}{2}$ S. E., du lot 8, à Adolphe Jodoin.
 $\frac{1}{2}$ N. O., du lot 8, à Ludger Godbout.
Lot 14, du 9e rang, à Adolphe Roy.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 21 décembre 1901.

[DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 12 décembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la ville d'Acton, comté de Bagot, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Adj. 7187.

Ditchfield.

Lot 21, in 4th range, to Henry Christie.
E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 17th December, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec viz :

Township Lepage.
3rd range N. W.

Lot 27, to Ls. Bernier.
Lot 28, to Narcisse Côté.
Lot 47b, to Jean St. Laurent.
Lot 47c, to Exhup. Jean.

4th range N. W.

Lot 19, to Geo. Beaulieu.
Lot 20, to Rob. St. Laurent.
Lot 49, to Adélard Gagné.
Lots 50 and 51, to Chs. Jean.

Township Blais.
1st range N. W.

Lot 21, to Achille Michaud.
Lot 22, to Jos. Laberge, jr.
Lot 23, to Arth. Poirier.
Lot 24, to H. St. Laurent.

Township Caxton.

Lot 9, of 19th range, to Alfred Boucher.

Township Bungay.

Lots 28 and 29, of 3rd range, to Ls. Murray Castonguay.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 21st December, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Ashburton.

Lot 4, of 6th range, to Honoré Roy.
Lot 6, of range D, to Adolphe Jodoin.

7th range.

S. E. $\frac{1}{2}$, of lot 8, to Adolphe Jodoin.
N. W. $\frac{1}{2}$, of lot 8, to Ludger Godbout.
Lot 14, of 9th range, to Adolphe Roy.

E. E. TACHE,
Deputy minister

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 21st December, 1901.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT

Québec, 12th December, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by the municipality of the town of Acton, county of Bagot, to obtain the authorization to publish in french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JOS. BOIVIN,
4563-2 Sous-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 12 décembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la paroisse de Saint-André d'Acton, comté de Bagot, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JOS. BOIVIN,
4565-2 Sous-secrétaire de la province.

No. 946.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Majorique de Grantham", comté de Drummond, la municipalité de la paroisse de Saint-Majorique de Grantham, dans le dit comté, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par l'ordre en conseil du 13 juillet dernier, (1901).

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

4605-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 19 novembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Marie Eugène Labrèche, écuyer, notaire public, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, dans le comté de Shefford, district de Bedford, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Pierre Simon Grandpré, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton qui a cessé de pratiquer comme notaire public, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
4317-5 Secrétaire de la province.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JOS. BOIVIN,
4564 Deputy Provincial Secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 12th December, 1901.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the parish of Saint André d'Acton, county of Bagot, to obtain the authorization to publish in french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JOS. BOIVIN,
4566 Deputy Provincial Secretary.

No. 946.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality by the name of "Saint Majorique de Grantham," county of Drummond, the municipality of the parish of Saint Majorique de Grantham, in the said county, with the same limits as are assigned to it by the order in council of the 13th of July last (1901).

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

4606

SECRETARY' OFFICE.

Quebec, 19th November, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Marie Eugène Labrèche, esquire, notary public, of the parish of Saint Valérien de Milton, in the county of Shefford, district of Bedford, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary Pierre Simon Grandpré, of the parish of Saint Valérien de Milton, who has ceased to practice as notary public, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
4318 Provincial secretary.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz: In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorse "Application for Private

numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

4217 JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

REGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

4219 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

4218 JNO. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

4220 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

**ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES.**

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec une recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4221

Greffier des Communes.

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant un intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'éten-

**SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF
COMMONS.**

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4222

Clerk of the Commons.

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

Relating to notices for Private Bills.

53. —All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend

l'us du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

80.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de rent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3509

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal,

to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

80.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3510

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the grant

déluse, digne, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, sans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Les sommes doivent être payées immédiatement

ing of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after

après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront renvoyés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

3511

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présents donné par Walter C. Webster, commerçant; Jean B. Gendreau, notaire; George H. St. Pierre, avocat, et Fritz E. Lovell, manufacturier, tous de la ville de Coaticook dans la province de Québec, qu'ils feront application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé, détachant le township de Compton, (comprenant les municipalités de villages qui s'y trouvent) de la municipalité du comté de Sherbrooke et les townships d'Auckland, Hereford et Clifton, (comprenant les trois municipalités qui s'y trouvent) de la municipalité du comté de Compton, et les annexant à la municipalité du comté de Stanstead; détachant les dits townships de Compton, Auckland, Hereford et

the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS

3512

Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given by Walter C. Webster, trader; Jean B. Gendreau, notary; George H. St. Pierre, advocate, and Fritz E. Lovell, manufacturer, all of the town of Coaticook, in the province of Quebec, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a private bill, detaching the township of Compton, (including the village municipalities therein) from the municipality of the county of Sherbrooke and the townships of Auckland, Hereford and Clifton (including the three municipalities therein) from the municipality of the county of Compton, and annexing the same to the municipality of the county of Stanstead; detaching the said townships of Compton, Auckland, Hereford and

Clifton du comté de Compton, et les annexant au comté de Stanstead, pour fins électorales; détachant les dits townships de Compton et Auckland et cette partie du township de Clifton, comprenant la municipalité de East-Clifton, du comté de Compton, et les annexant au comté de Stanstead, pour fins judiciaires; détachant le dit township de Compton de la division d'enregistrement du comté de Sherbrooke et le dit township d'Auckland, et cette partie du township de Clifton comprenant la municipalité de East-Clifton, de la division d'enregistrement du comté de Compton, et les annexant à la division d'enregistrement de Coaticook.

W. L. SHURTLEFF,

Procureur des applicants.

Coaticook, 11 décembre 1901. 4635

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "B. & S. H. Thompson & Co., Limited," dans le but de prendre et continuer à l'avenir les affaires maintenant transigées à Montréal, par la société de B. & S. H. Thompson & Co., comme importateurs et commerçants de fer, métaux, glace et vitres de chassis, effets chimiques et marchandises en général, aussi comme marchands en général et agents à commission, avec droit d'émettre du stock préférentiel et ordinaire. Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 16 décembre 1901. 4637

Avis est donné par les présentes que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation des conférences de la Société de Saint-Vincent de Paul, établies en la cité de Québec.

C. N. HAMEL,

Procureur.

Québec, 16 décembre 1901. 4649

Avis est par les présentes donné par les soussignés, tous contribuables au coût de l'élargissement de la rue Notre-Dame Est, dans la cité de Montréal, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender la charte de la cité de Montréal, et la loi 57 Vic., ch., 57, modifiant la loi 54 Vic., ch. 78, aux fins de faire libérer du coût de l'élargissement de la dite rue Notre-Dame Est, les contribuables qui y sont assujettis par ces diverses lois.

LE JARDIN ZOOLOGIQUE DE MONTREAL,
SUCCESSION CHS. J. VIAU,
ONESIME CHAMPAGNE,
SUCCESSION ADELAIDE BELANGER,
LEANDRE GAUTHIER,
CAMILLE CODERRE,
PATRICK WRIGHT,
SEVERE THIBAUT.

Montréal 11 décembre 1901. 4641

AVIS

Avis public est par les présentes donné que François Xavier Gingras, Jean-Baptiste Bélanger, Thomas Giroux, Arsène Boisvert, Joseph Lavallée, Maxime Gélinas, Josué Bourassa, Téléphore Laing, tous de la ville de Grand'Mère, Nazaire Deschênes, de Sainte-Flore, Sem. Bisson, de Saint-Théophile du Lac, Raoul Boisvert, de Saint-Jacques des Piles, et Joseph Richard, de Saint-Jean des Piles, s'adresseront à la législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, aux fins d'obtenir un bill pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand'Mère, et que dans ce but, ils demanderont qu'un certain nombre de paroisses et de municipalités des comtés de Champlain et de Saint-Maurice soient séparées

Clifton from the county of Compton, and annexing the same to the county of Stanstead, for electoral purposes; detaching the said townships of Compton and Auckland and that part of the township of Clifton, comprising the municipality of East Clifton from the county of Compton, and annexing the same to the county of Stanstead, for judicial purposes; detaching the said township of Compton from the registration division of the county of Sherbrooke and the township of Auckland, and that part of the township of Clifton, comprising the municipality of East Clifton, from the registration division of the county of Compton, and annexing the same to the registration division of Coaticook.

W. L. SHURTLEFF,

Attorney for applicants.

Coaticook, 11th December, 1901. 4896

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Québec, for an act to incorporate "B. & S. H. Thompson & Co., limited," for the purpose of taking over and continuing as a going concern the business at present carried on at Montreal, by the firm of B. & S. H. Thompson & Co., as importers of and dealers in iron, metals, plate and window glass, chemicals and general merchandise, and as general merchants and commission agents, with the right to issue preferred and ordinary stock. The head office of the company to be at the city of Montreal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicants.

Montreal, 16th December, 1901. 4638

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Québec, for an act to incorporate the conferences of the Saint Vincent de Paul Society, established in the city of Québec.

C. N. HAMEL,

Attorney.

Quebec, 16th December, 1901. 4650

Notice is hereby given by the undersigned, all rate payers assessed for the widening of Notre Dame street East, of the city of Montreal, that they will petition the Legislature of the province of Québec, at its next session, to amend the charter of the city of Montreal, and the law 57 Vict., c. 57, modifying the law 54 Vict., c. 78, for the purpose of relieving from the cost of the said widening of Notre Dame street East, the rate payers who have been assessed for that purposes by the said laws.

LE JARDIN ZOOLOGIQUE DE MONTREAL,
SUCCESSION CHS. J. VIAU,
ONESIME CHAMPAGNE,
SUCCESSION ADELAIDE BELANGER,
LEANDRE GAUTHIER,
CAMILLE CODERRE,
PATRICK WRIGHT,
SEVERE THIBAUT.

Montreal, 11th December, 1901. 4642

NOTICE

Public notice is hereby given that François Xavier Gingras, Jean-Baptiste Bélanger, Thomas Giroux, Arsène Boisvert, Joseph Lavallée, Maxime Gélinas, Josué Bourassa, Téléphore Laing, all of the town of Grand'Mère, Nazaire Deschênes, of Sainte-Flore, Sem. Bisson, of Saint-Théophile du Lac, Raoul Boisvert, of Saint Jacques des Piles, and Joseph Richard, of Saint Jean des Piles, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the establishment of a registry office, and of a circuit court in the town of Grand'Mère, and that for such purpose, they will pray that certain parishes and municipalities now belonging to the counties of Champlain and Saint Maurice be detached therefrom in order to form part of the proposed new registration and circuit division,

du comté auquel elles appartiennent maintenant pour former partie de la nouvelle circonscription d'enregistrement et de circuit, dont la ville de Grand'Mère sera le chef-lieu, et pour autres fins.

ROY & CANNON,
Procureurs des requérants.
Québec, 18 décembre 1901. 4675

Les soussignés, Léonidas Villeneuve, marchand de bois, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal; Pierre Terrault, notaire, de la cité de Montréal, et Hilaire Corbeil, épiciier, de la dite ville de Saint-Louis, *ès-qualité* d'exécuteurs testamentaires et administrateurs choisis par feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve, en son vivant sénateur du Canada, pour exécuter son testament fait à Montréal, devant M^{re} Joseph P. Landry, notaire, le seize octobre 1900, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi pour les objets suivants :

1° Définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et administrateurs nommés en vertu du dit testament, notamment déclarer qu'ils auront les pouvoirs donnés aux fiduciaires par le code civil de cette province.

2° Le remplacement des exécuteurs testamentaires et administrateurs, et leur rémunération.

3° Prolonger le terme pendant lequel la succession pourra continuer la société qui a existé entre les dits Joseph Octave Villeneuve et Léonidas Villeneuve; ce terme ne devra pas excéder cinq ans à compter du décès du testateur.

4° Donner aux exécuteurs testamentaires et administrateurs les pouvoirs nécessaires pour disposer de l'actif mobilier et immobilier de la dite société, de manière à protéger autant que possible les intérêts des associés.

5° De même pour la part du dit testateur dans les immeubles qu'il possédait par indivis avec Léonidas Villeneuve et Edouard Roy.

6° Autoriser les exécuteurs testamentaires à disposer de certains immeubles de la succession dans les cas urgents.

7° Autoriser les exécuteurs testamentaires et administrateurs à venir en aide aux enfants et petits enfants du testateur.

L. VILLENEUVE,
P. TERRAULT,
H. CORBEIL.
Montréal, 5 décembre 1901. 4513-3

Avis est par les présentes donné que la ville de Joliette s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre sa charte.

RENAUD & GUIBAULT,
Procureurs de la dite ville de Joliette.
Joliette, 29 novembre 1901. 4451.3

Avis public est par les présentes donné par Dame Léocadie St-Pierre, veuve de feu Maurice Beaubien, ci-devant résidant au village de Granby, dans le district de Bedford, maintenant domiciliée à Saint-Benoit, comté des Deux-Montagnes, et par Dame Joséphine Beaubien, épouse de Charles Alexis Charlebois, de Curran, dans le comté de Prescott, province d'Ontario, qu'elles s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier et valider deux actes de vente par elles consentis, l'un à Raymond C. Savage, du village de Granby susdit, marchand, reçu devant M^{re} J. L. Dozois, notaire, le 2 avril 1900, et l'autre, à Joseph Léopold Dozois, notaire, du dit village de Granby, reçu devant M^{re} C. Ernest A. Tartre, notaire, le 5 décembre 1901.

DOZOIS & TARTRE,
Procureurs des requérants.
Granby, Qué., 10 décembre 1901. 4589-2

whereof the town of Grand'Mère shall be the chief-lieu, and for other purposes.

ROY & CANNON,
Solicitors for applicants.
Quebec, 18th December, 1901. 4676

The undersigned, Léonidas Villeneuve, lumber merchant, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal; Pierre Terrault, notary, of the city of Montreal, and Hilaire Corbeil, grocer, of the said town of Saint Louis, in their capacity of testamentary executors and administrators appointed by the late Honorable Joseph Octave Villeneuve, in his lifetime senator of Canada, for the execution of his testament done at Montreal, before M^{re} Joseph P. Landry, notary, on the 16th October, 1900, give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law for the following purposes :

1. To define the powers of the testamentary executors and administrators appointed under the said testament, especially to declare that they will have the powers given to fiduciaries by the civil code of this province.

2. The replacing of the testamentary executors and administrators, and their remuneration.

3. To prolong the term during which the succession may continue the partnership which has existed between the said Joseph Octave Villeneuve and Léonidas Villeneuve; such term shall not exceed five years from the testator's death.

4. To give to the testamentary executors and administrators the necessary powers to dispose of the assets, movable and immovable of the said partnership, so as to protect as far as can be done the interests of the partners, and

5. Also the share of the testator in the immovables which he possessed in joint-tenancy with said Léonidas Villeneuve and Edouard Roy.

6. To authorize the testamentary executors and administrators to dispose of certain immovables of the succession in urgent cases.

7. To authorize the testamentary executors and administrators to grant aid to the children and grand-children of testator.

L. VILLENEUVE,
P. TERRAULT,
H. CORBEIL.
Montreal, 5th December, 1901. 4514

Notice is hereby given that an application will be made, at the next session of the legislature of the province of Quebec, by the town of Joliette, to have its charter amended and consolidated.

RENAUD & GUIBAULT,
Attorneys for the said town of Joliette.
Joliette, 29th November, 1901. 4452

Public notice is hereby given by Dame Léocadie St-Pierre, widow of the late Maurice Beaubien, formerly residing in the village of Granby, in the district of Bedford, now domiciled at Saint-Benoit, county of Two Mountains, and by Dame Joséphine Beaubien, wife of Charles Alexis Charlebois, of Curran, in the county of Prescott, province of Ontario, that they will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the ratification and confirmation of two deeds of sale made by them, one to Raymond C. Savage, merchant, of the village of Granby, aforesaid, passed before J. L. Dozois, notary, on the 2nd of April, 1900, and the other to Joseph Léopold Dozois, notary, of the said village of Granby, passed before M^{re} C. Ernest A. Tartre, notary, on the 5th of December, 1901.

DOZOIS & TARTRE,
Attorneys for petitioners
Granby, Que., 10th December, 1901. 4590

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer un acte de vente sous l'autorité de justice, de Dame Helen Johnston *es-qual. et al.*, à A. Macnider *et al.*, *es-qual.*, passé devant E. H. Stuart, N. P., le 1er de juin dernier (1901), et afin de ratifier et confirmer un acte de vente de A. Macnider *et al.*, *es-qual.* à Mark Workman, passé devant E. H. Stuart, N. P., le 2e jour de juillet dernier (1901), les deux propriétés étant situées dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal. Aussi pour définir les droits des enfants de la dite Dame Helen Johnston, en vertu de son contrat de mariage et du testament de feu son mari.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 10 décembre 1901. 4597-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de The Canada Switch & Spring Company, limited, permettant à la dite compagnie d'émettre des obligations et de faire tous actes y ayant rapport.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 10 décembre 1901. 4591-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer Henderson & Potts Company, limited, dans le but de prendre et continuer comme une affaire en opération maintenant faite à Montréal, par la société de Henderson & Potts, comme manufacturiers et commerçants de peintures, huiles, vernis, vitre, marchandises en général, et comme importateurs et marchands en général, avec le droit d'émettre du stock préférentiel et ordinaire.

Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 11 décembre 1901. 4595 2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer la charte de The Montreal Rolling Mills Company, et ses amendements, et pour autoriser la dite compagnie à émettre des obligations, stock préférentiel ou ordinaire, et pour acquérir et posséder des actions dans d'autres compagnies faisant les mêmes affaires.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 10 décembre 1901 4593-2

Avis est par les présentes donné que Napoléon P. Tanguay, commerçant, de Weedon; Eugène Roberge, marchand, Lambton; Louis I. Lafleur, marchand, Montréal; Alfred Girard, avocat, Marieville; Edmond Guillet, manufacturier, Marieville; Louis J. Roberge, marchand, Louis Demers, marchand, Antoine O. Vachon, notaire, George R. Smith, gérant de mines, tous quatre de King-Ville; Tancred Fontaine, médecin, Black-Lake, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront sous le nom de "La Compagnie Hydraulique Saint-François", et leur octroyant une charte avec pouvoir de construire et exploiter une première ligne électrique pour le transport des forces de la lumière et de la chaleur depuis les pouvoirs hydrauliques situés sur la rivière Saint-François entre le village de Disraeli et le lac Saint-François, dans les comtés de Wolfe, Beauce et Mégantic au village de Colrairie, dans le canton du même nom, delà, suivre autant que possible la ligne du chemin de fer Québec Central ou la voie publique jusqu'au village de Robertson, en passant

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to ratify and confirm a deed of sale under authority of justice, from Dame Helen Johnston *es qualité, et al.*, to A. Macnider *et al.*, *es qualité.*, passed before E. H. Stuart N. P., on the 1st June last (1901), and to ratify and confirm a deed of sale from A. Macnider *et al.*, *es qualité.*, to Mark Workman, passed before E. H. Stuart, N. P., on the 2nd day of July last (1901), both of property situate in the Saint Ann's ward, in the city of Montreal. Also to define the rights of the children of the said Dame Helen Johnston, under her marriage contract and her late husband's will.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.

Montreal, 10th December, 1901. 4598

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend the charter of the Canada Switch & Spring Company, limited, to enable the said company to issue bonds and to do all acts incidental thereto.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.

Montreal, 10th December, 1901. 4592

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate Henderson & Potts Company, limited, for the purpose of taking over and continuing as a going concern the business at present carried on at Montreal, by the firm of Henderson & Potts, as manufacturers of and dealers in paints, oils, varnish, glass, general merchandise, and as importers and general merchants, with the right to issue preferred and ordinary stock.

The head office of the company to be at the city of Montreal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.

Montreal, 11th December, 1901. 4596

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Québec, for an act to confirm the charter of the Montreal Rolling Mills Company, and the amendments thereto, and to authorize the said company to issue bonds, preferred and ordinary stock, and to acquire and hold shares in other companies engaged in similar business.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.

Montreal, 10th December, 1901. 4594

Notice is hereby given that Napoléon P. Tanguay, trader, of Weedon; Eugène Roberge, merchant, Lambton; Louis I. Lafleur, merchant, Montreal; Alfred Girard, advocate, Marieville; Edmond Guillet, manufacturer, Marieville; Louis J. Roberge, merchant, Louis Demers, merchant, Antoine O. Vachon, notary, George R. Smith, manager of mines, all four of King-Ville; Tancred Fontaine, physician, Black Lake, will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act incorporating them and those who will join with them under the name of "The Saint Francis Hydraulic Company", and granting them a charter with power to construct and operate a first electric line for conveying lighting and heating forces from the hydraulic powers situate on the Saint Francis river, between the villages of Disraeli and Lake Saint Francis, in the counties of Wolfe, Beauce and Mégantic to the village of Colrairie, in the township of the same name, there to follow as far as possible the line of the Quebec Central railway or the public road to the village of Robertson, passing by Black Lake, Kingville or Thetford

par Black-Lake, King-Ville ou Thetford Mines et Broughton, dans le comté de Mégantic ; aussi avec pouvoir de construire une deuxième ligne électrique depuis les dits pouvoirs hydrauliques sur la rivière Saint-François, se rendant directement au village de Black-Lake ; en outre pouvoir de construire une troisième ligne électrique depuis les dits pouvoirs hydrauliques sur la rivière Saint-François, allant directement au dit lieu de King-Ville ou Thetford Mines, et une quatrième ligne depuis les dits pouvoirs hydrauliques Saint-François à Bull's Head Falls and Weedon, dans le comté de Wolfe, toujours en longeant autant que possible le chemin de fer Québec Central ou la voie publique ; enfin, avec pouvoir de construire des embranchements de lignes électriques à partir de n'importe quel point des quatre lignes principales pour se rendre en tous lieux où la lumière, la chaleur ou les forces motrices seront requises, avec pouvoir également de construire une ligne téléphonique le long de ces lignes électriques et embranchements ainsi que des chemins pour voitures et à lisses pour tramways et y faire circuler des chars, de faire tous les travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux villes, villages, mines et autres industries se trouvant dans un rayon de 30 milles autour des dits pouvoirs hydrauliques sur la rivière Saint-François ; d'acquiescer ou posséder des pouvoirs hydrauliques, ainsi que le terrain nécessaire pour construire les voies et stations nécessaires à cette fin ; d'acquiescer ou d'exproprier les terrains pouvant être submergés par l'exploitation des dits pouvoirs hydrauliques ; enfin, avec pouvoir de construire sur la dite rivière Saint-François, des moulins et usines pour le sciage et la préparation du bois, la fabrication de la pulpe et l'électricité ; ainsi que de posséder et exploiter des mines de divers minerais, le tout avec pouvoir d'établir des tarifs pour la lumière, la chaleur et les forces motrices, téléphone et les tramways électriques qu'exploitera cette compagnie, mais avec la réserve que tous propriétaires de terrains miniers pourront faire déplacer ces travaux pour l'exploration du minéral se trouvant dans et sous les terrains occupés par la présente compagnie.

A. GIRARD,

Soliciteur des requérants.

Québec, 9 décembre 1901.

4555-2

Avis public est par le présent donné que Louis Savard, de la cité de Québec, étudiant en loi, présentera à la législature de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi à l'effet d'autoriser la chambre des notaires à l'admettre à la profession de notaire, après les examens requis.

FISSET & CHAPLEAU,

4481-3

Procureurs du requérant.

AVIS

Avis public est par le présent donné que Joachim Reid, dentiste, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisé à pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Québec, 26 novembre 1901.

4429-4

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant les successions de feu John McDougall et feu Maud McDougall à disposer, par vente privée ou autrement, de leurs biens meubles et immeubles et de faire, de la même manière, tous actes et choses pour parvenir à la liquidation, et au partage des biens.

T. BROSSEAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 4 décembre 1901.

4505-3

Mines and Broughton, in the county of Mégantic ; also with power to construct a second electric line from the said hydraulic powers on the river Saint Francis, going directly to the village of Black Lake ; moreover to construct a third electric line from the said hydraulic powers on the river Saint Francis, going directly to the place of King-Ville or Thetford Mines, and a fourth line from the said Saint Francis hydraulic powers to Bull's Head Falls and Weedon, in the county of Wolfe, always following as much as possible the Quebec Central railway or the public road ; lastly, with power to build branches of electric lines from any point whatever of the four principal lines to go to any places where light, heat and motive power will be needed, with power also to construct a telephone line along these electric lines and branches as well as roads for vehicles and tracks for tramways and having cars circulated there, to do all the necessary work to furnish light, heat and motive power to the towns, villages, mines and other industries found within a radius of 30 miles around the said hydraulic powers on the river Saint Francis ; to acquire or possess hydraulic powers, as well as the land necessary to build the roads and stations necessary for this purpose ; to acquire or expropriate the lands that may be inundated by the working of the said hydraulic powers ; lastly, with power to build on the said river Saint Francis, mills and workshops for sawing and preparing lumber, the fabrication of pulp and electricity ; as also to possess and work mines of different ores, the whole with power to establish tariffs for light, heat and motive forces, telephones and electric railways which this company will operate, but with the reservation that all owners of mining lands may make of putting up works for the extraction of ores which are found in and under the lands occupied by the present company.

A. GIRARD

Solicitor for Petitioners.

Quebec, 9th December, 1901.

4556

Public notice is hereby given that Louis Savard, of the city of Quebec, student at law, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act for the purpose of authorizing the board of notaries to admit him to the profession of notary, after the required examinations.

FISSET & CHAPLEAU,

4482

Attorneys for petitioner.

NOTICE

Public notice is hereby given that Joachim Reid, dentist, of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for authorization to practice his profession in the province of Quebec.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Quebec, 26th November, 1901.

4430

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the estates of the late John McDougall and the late Maud McDougall to dispose, by private sale or otherwise, of the movable and immovable property belonging to said estates, and in like manner, do all acts and things to liquidate and divide said estates.

T. BROSSEAU,

Solicitor for applicants.

Montreal, 4th December, 1901.

4506

Avis public est par les présentes donné que Alexandre Legault, domicilié en la ville de Salaberry de Valleyfield, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

D. McAVOY,
Procureur du requérant.
Valleyfield, 4 décembre 1901. 4471-3

Public notice is hereby given that Alexandre Legault, domiciled in the town of Salaberry de Valleyfield, student at law, will apply to the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act authorizing the bar of the province of Quebec to admit him as one of its members, after examination.

D. McAVOY,
Attorney for petitioner.
Valleyfield, 4th December, 1901. 4472

Avis public est par le présent donné que Léon Domitien Eugène Rousseau, des cité et district de Québec, avocat, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec, à l'admettre à la profession de notaire, après examen.

DIONNE & GRENIER,
Procureurs du requérant.
Québec, 3 décembre 1901. 4473-3

Public notice is hereby given that Léon Domitien Eugène Rousseau, of the city and district of Quebec, advocate, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act authorizing the board of notaries of the province of Quebec, to admit him to the profession of notary, after examination.

DIONNE & GRENIER,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 3rd December, 1901. 4474

Province de Québec, }
District de Bedford. }

Avis public est par le présent donné que William Kenneth McKeown, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, étudiant, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre comme l'un de ses membres, après examen.

WILLIAM KENNETH McKEOWN.
Cowansville, 2 décembre 1901. 4479-3

Province of Quebec, }
District of Bedford. }

Public notice is hereby given that William Kenneth McKeown, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, student, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him among its members, after examination.

WILLIAM KENNETH McKEOWN.
Cowansville, 2nd December, 1901. 4480

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné que la succession Léon Benoit Alfred Charlebois, de Laprairie, s'adressera à la législature de Québec, à la prochaine session, pour être autorisée à vendre ses propriétés immobilières et à faire maintenant le partage des biens de la dite succession.

LOUIS MASSON,
Son Exécuteur testamentaire.
Montréal, 21 novembre 1901. 4359-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the estate Léon Benoit Alfred Charlebois, of Laprairie, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to be authorized to sell the immovable properties and to make now the partition of the properties of the said estate.

LOUIS MASSON,
His testamentary executor.
Montreal, 21st November, 1901. 4360

Avis est par les présentes donné que L. H. Chouinard, marchand, J. E. Gagnon, notaire, Félix Desrosiers, marchand, L. J. Levasseur, marchand, G. A. Côté, médecin, de Matane; J. B. A. Boudreau, commerçant, J. H. Brassard, commerçant, Emile Dubé, commerçant, Jos. Hamel, bourgeois, Napoléon Dion, M. P. P., marchand, de Fraserville; Trefflé Côté, commerçant, Emile Lamontagne, commerçant, de Cap Chat; Préfontaine et frère, commerçants, Charles A. Gauvreau, M. P., notaire public, Aug. Bertrand, commerçant, de l'Isle Verte; Zéphirin Lanouette, bourgeois, François St. Laurent, bourgeois, François Parent, bourgeois, Majorique Bélanger, bourgeois, de Sandy Bay; Augustin Harrison, cultivateur, de Matane; Auguste Leclerc, comme çant, de la rivière à la Martre; Donat Caron, M. P. P., cultivateur, de Saint-Octave de Métis, Alfred Girard, M. P. P., avocat, Mar. eville; I. L. Lafleur, marchand de fer, Montréal; N. P. Tanguay marchand de bois, Weedon; J. M. Lovell, M. P. P., commerçant de bois, Coaticook Xavier Kennedy, M. P. P., commerçant, Douglastown, et Narcisse Rioux, marchand, Québec, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant, eux e ceux qui s'adjoindront, sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé", et leur octroyant une charte avec pouvoir de construire et exploiter une voie ferrée depuis un point quelconque à Saint-Octave de Métis ou près de cet endroit, dans le comté de Matane jusqu'à un point quelconque à Saint-Jérôme de Matane, où près de cette localité, avec pouvoir de construire un embranchement depuis le dit lieu de Saint-Jérôme de Matane, longeant la rivière Matane jusqu'à sa source à l'intérieur des terres, à un point quelconque du

Notice is hereby given that at the next session of the legislature of this province, L. H. Chouinard, merchant, J. E. Gagnon, notary public, Félix Desrosiers, merchant, L. J. Levasseur, merchant, G. A. Côté, physician, of Matane, J. B. A. Boudreau, trader, J. H. Brassard, trader, Emile Dubé, trader, Jos. Hamel, gentleman, Napoléon Dion, M. L. A., merchant, of Fraserville; Trefflé Côté, trader, Emile Lamontagne, trader, of Cape Chat; Préfontaine and brotner, traders, Charles A. Gauvreau, M. P., notary public, Aug. Bertrand, trader, of Isle Verte; Zéphirin Lanouette, gentleman, François St-Laurent, gentleman, François Parent, gentleman, Majorique Bélanger, gentleman, of Sandy Bay; Augustin Harrison, farmer, of Matane; Auguste Leclerc, trader, of the river à la Martre; Donat Caron, M. L. A., farmer, of Saint Octave de Métis; Alfred Girard, M. L. A., advocate, of Marieville; I. L. Lafleur, hardware merchant, Montreal; N. P. Tanguay, lumber merchant, Weedon; J. M. Lovell, M. L. A., lumber merchant, Coaticook; Xavier Kennedy, M. L. A., trader, Douglastown, and Narcisse Rioux, merchant, Quebec, will apply for an act of the said legislature, incorporating them and all other persons who may hereafter join them under the name and style of "La Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé", and granting them a charter to construct and run a railway from a certain point at Saint Octave de Métis or near that place, in the county of Matane, to a certain point at Saint Jérôme de Matane or near that place, with power to build a branch from the said place at Saint Jérôme de Matane, following Matane River to its springs in the lands interior; a certain point of the promoted railroad named Atlantic, Quebec and Occidental Railway, then from the said place of Saint Jérôme

chemin de fer projeté appelé chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, puis du dit lieu de Saint-Jérôme de Matane la ligne principale se continuer en longeant le littoral du Golfe Saint-Laurent jusqu'à Cap Chat, avec embranchement suivant la Vallée de la rivière Sainte-Anne jusqu'à la source de cette rivière à un point quelconque du chemin de fer projeté appelé chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental et, à défaut de construction de ce dernier, se continuer jusqu'au Bassin de Gaspé, enfin la ligne principale à partir du Cap Chat pourra continuer en longeant le littoral et en suivant en autant que possible le chemin maritime jusqu'au Bassin de Gaspé ou ses environs, dans le comté de Gaspé, de faire tous les travaux nécessaires à cette fin, d'acquérir ou posséder tout le terrain nécessaire à la dite voie ferrée, de construire les gares ou sheds nécessaires, d'acquérir et posséder le matériel roulant nécessaire à l'exploitation de la dite voie ferrée, d'y faire circuler des chars, d'établir un tarif et de faire des règlements pour la bonne administration de la dite voie ferrée et pour autres fins.

A. GIRARD,
Solliciteur des requérants.

Québec, 26 novembre 1901. 4365-4

Avis est par le présent donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant la Compagnie du chemin de fer Saint-Laurent et Mégantic, et conférant à cette compagnie les pouvoirs et privilèges de construire et exploiter un chemin de fer d'un point sur la berge sud du fleuve Saint-Laurent, entre la rivière Bécancour et la Grande Rivière Duchêne, à un point à ou au sud de la tête du lac Mégantic, dans le voisinage de la frontière entre le Canada et les États-Unis, avec pouvoir d'ériger et d'exploiter des docks, quais, estacades, piliers, slips, à n'importe quel endroit sur ou en connection avec son chemin de fer et ses termini.

4621-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "Les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

L. P. SIROIS,
Procureur des requérants.

Québec, 18 novembre 1901. 4315-5

AVIS PUBLIC.

Les soussignés Dame Susan Ann Walker, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, veuve de l'honorable Joseph Octave Villeneuve, sénateur du Canada; Dame Rachel Villeneuve, épouse de Alphonse Morin, protonotaire de la cour supérieure pour le district d'Iberville, et dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Jacques Villeneuve, agent, de la cité de Montréal; Eugène Villeneuve, comptable, du même lieu, et Frederick Villeneuve, avocat, de la cité de Edmonton, dans les Territoires du Nord-Ouest, donnent avis par le présent qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir un bill pour changer et modifier le dernier testament du dit honorable Joseph Octave Villeneuve, fait le 16 octobre 1900, devant Mre Joseph P. Landry, notaire, de la dite cité de Montréal, et tous autres testaments et codiciles, ayant rapport au testament ci-dessus en dernier lieu mentionné, dans les buts suivants:

(a) Autoriser les exécuteurs nommés en vertu du dit testament et leurs successeurs à emprunter une somme d'argent pour payer les légataires, remboursable après un certain nombre d'années, avec intérêt et fonds d'amortissement payable avec les revenus;

de Matane the main line be continued along the shore of Saint Lawrence Gulf until Cape Chat, with a branch following the Valley of Sainte Anne's River until the spring of the said river to a point else of the said promoted railroad named Atlantic, Quebec & Occidental Railway, and the latter failing to be constructed, be continued as far as Gaspé Basin, finally the main line from Cape Chat may be continued a shore and in following in as much as possible the maritime road till Gaspé Basin or around, it in the county of Gaspé, to make all the necessary works to that effect, to acquire and use the necessary ground for said railway, to erect the necessary sheds and stations, to acquire and use the necessary rolling stock, to run cars on said railroad, to have a tariff and to make by-laws for the regulation and administration of the said railway and other purposes.

A. GIRARD,
Solicitor for applicants.

Quebec, 26th November, 1901. 4366

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate the Saint Lawrence and Megantic Railway Company and granting to the said company the powers and privileges to construct and operate a railroad from a point on the south bank of the river Saint Lawrence, between the river Bécancour and the Grand Rivière Duchêne, to a point at or north of the head of lake Megantic, in the vicinity of the boundary line between Canada and the United States, also the powers to erect and maintain docks, wharfs, slips, piers and booms at any point on or in connection with the railway and the termini thereof.

4622

NOTICE

Notice is hereby given that "Les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique", will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act constituting them into corporation.

L. P. SIROIS,
Solicitor for applicants.

Quebec, 18th November, 1901. 4316

PUBLIC NOTICE.

The undersigned Dame Susan Ann Walker, of the city of Montreal, in the district of Montreal, widow of the Honorable Joseph Octave Villeneuve, senator of Canada; Dame Rachel Villeneuve, wife of Alphonse Morin, prothonotary of the superior court for the district of Iberville, a party to these presents to authorize his said wife; Jacques Villeneuve, agent, of the city of Montreal; Eugène Villeneuve, accountant of the same place, and Frederick Villeneuve, barrister, of the city of Edmonton, in the North West territories, hereby give notice that they will petition the legislature of the province of Quebec, at the next session, to pass a bill to alter, modify and change the last will and testament of the said Honorable Joseph Octave Villeneuve, received on the 16th October, 1900, before Mre. Joseph P. Landry, notary, of the said city of Montreal, and all other codicils or last wills having any relation to the above mentioned last will and testament, for, amongst other purposes, the following:

(a) To authorize the executors appointed under the said will and their successors to borrow a sum of money to pay the legacies, reimbursable after a certain number of years, with interest and sinking fund payable out of the revenues;

(b) Mieux pourvoir au paiement de toutes les dépenses, intérêt et fonds d'amortissement ;

(c) Maintenir un fonds de réserve ;

(d) Augmenter la pension payable à la dite Dame Susan Ann Walker ;

(e) Régulariser le partage des revenus entre les enfants du dit testateur ;

(f) Mettre de côté les legs alimentaires faits en faveur de certains enfants et petits enfants du dit testateur ;

(g) Pourvoir au partage final de la succession ;

(h) Autoriser les dits exécuteurs testamentaires à venir en aide aux dits enfants du testateur ;

(i) Pourvoir au remplacement des exécuteurs testamentaires et à leur rémunération ;

(j) Définir la substitution créée ou devant être créée en faveur des petits enfants ;

(k) Prolonger le délai pour le règlement de la succession avec le ci-devant associé du dit testateur ;

(l) Mieux régulariser la vente des biens appartenant à la dite succession ;

(m) Et pour toutes autres choses en rapport au dit testament et pour les fins sus-mentionnées.

SUSAN ANN WALKER,
RACHEL VILLENEUVE,
ALPHONSE MORIN,
JACQUES VILLENEUVE,
EUGENE VILLENEUVE,
FREDERICK VILLENEUVE.

Montreal, 25 novembre 1901.

4361-4

Avis est par le présent donné que André E. Vallerand, marchand, J. Elie Martineau, marchand, François-Xavier Drolet, ingénieur-manufacturier, C. Emile Morissette, entrepreneur, Archange Racine, fondeur, Fidèle Blouin, manufacturier, Charles A. Paquet, marchand, tous de Québec ; Jos, Edouard Caron, cultivateur, de Sainte-Louise de L'Islet ; Basile Néron, marchand, de Saint-Jérôme Lac Saint-Jean, lesquels et autres sont déjà incorporés par lettres patentes sous le nom de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan" demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un acte les incorporant sous le nom de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan". La compagnie demandera les pouvoirs d'acheter et acquérir sur la rivière Métabetchouan et ses affluents ou tout autre endroit dans les comtés de Saguenay, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, des pouvoirs d'eau, des limites à bois et les terrains dont elle pourra avoir besoin pour construire les moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe ; de produire de l'électricité, faire des installations pour l'éclairage à la lumière électrique dans les susdits comtés ; de construire des bateaux à vapeur et chalands destinés au transport de ses produits ; de construire et posséder des moulins à pulpe, à scier et à farine ; d'ériger et entretenir des digues pour approvisionnement d'eau ; de faire le commerce de bois dans toutes ses branches ; de construire et posséder des magasins pour le commerce général, et posséder, vendre, louer ou échanger des terrains pour les fins de son industrie ; de déterminer le tracé et entreprendre la construction et la mise en exploitation d'embranchements de chemins de fer destinés à relier les moulins et autres établissements industriels de la compagnie aux lignes de chemins de fer ou de bateaux déjà existantes ou pouvant exister dans la suite ; de construire des lignes de télégraphe et de téléphone pour l'usage de la compagnie ; d'exproprier lorsque nécessaire pour les fins d'embranchements de chemins de fer et de travaux sur les rivières et lacs ; d'ester en justice et en général tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires et utiles pour les objets et les fins qu'elle se propose.

H. G. CARROLL,

Procureur des requérants.

Québec, 20 novembre 1901.

4325-5

(b) To better provide for the payment of all the expenses, interest and sinking fund ;

(c) To maintain a reserve fund ;

(d) To increase the pension payable to the said Dame Susan Ann Walker ;

(e) To regulate the partition of the revenues between the children of the said testator ;

(f) To set aside alimentary legacies provided for certain children and grand children of the said testator ;

(g) To provide for the final partition of the estate ;

(h) To authorize the said testamentary executors to grant aid to the said children of the testator ;

(i) To provide for the replacing of the testamentary executors and the remuneration of them ;

(j) To define the substitution created and to be created in favor of the said grand children ;

(k) To extend the delay for the settlement of the estate with the late partner of the said testator ;

(l) To better regulate the sale of the things belonging to the said estate ;

(m) And for all other things in relation to the said testament and above mentioned purposes.

SUSAN ANN WALKER,
RACHEL VILLENEUVE,
ALPHONSE MORIN,
JACQUES VILLENEUVE,
EUGENE VILLENEUVE,
FREDERICK VILLENEUVE.

Montreal, 25th November, 1901.

4362

Notice is hereby given that André E. Vallerand, merchant, J. Elie Martineau, merchant, François-Xavier Drolet, manufacturing engineer, C. Emile Morissette, contractor, Archange Racine, founder, Fidèle Blouin, manufacturer, Charles A. Paquet, merchant, all of Quebec ; Jos, Edouard Caron, farmer, of Sainte Louise de L'Islet ; Basile Néron, merchant, of Saint Jérôme, Lake Saint John, who, with others, are already incorporated by letters patent, by the name of "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan" will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for a chart incorporating them by the name of "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan". The company will ask for power to buy and acquire on the river Métabetchouan and its affluents or anywhere else, in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake Saint John, water powers, timber limits and the lands it may need to erect mills and dams necessary for the making of pulp ; to make electricity, to make installations for electric lighting in the aforesaid counties ; to build steamboats and lighters for conveying their products ; to build and own pulp, saw and grist mills ; to erect and keep dams for supplying water ; to carry on lumber trade in all its branches ; to build and own shops for general trade, and to own, sell, lease and exchange lands for the purposes of its business ; to lay out and undertake the building and working of branch railways for the purpose of connecting the mills and other industrial establishments of the company with the railways or boat lines already existing or which may exist hereafter ; to construct telegraph and telephone lines for the use of the company ; to expropriate when necessary for the purposes of branch railways and works on the rivers and lakes ; to appear in judicial proceedings, and to obtain generally all the powers which may be necessary or useful for the objects and aims which it has in view.

H. G. CARROLL,

Attorney for petitioners.

Quebec, 20th November, 1901.

4326

Avis Divers

AVIS

Est par le présent donné, conformément à l'article 5371 des S. R. P. Q., qu'une compagnie portant le nom de la "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, de la paroisse de Sainte-Anne de Stukely," a été formée conformément à la teneur de l'article 5369 et suivant les dits statuts, et que le bureau d'affaires de la dite compagnie sera dans la paroisse de Sainte-Anne de Stukely, comté de Shefford.

STANISLAS S. DORAIS,
Président.
THEODORE JUBIN,
Secrétaire.

Bureau de la dite compagnie,
Sainte-Anne de Stukely. 4653

Dame Henriette Garault, de la cité et du district de Montréal, épouse de George Pineault, imprimeur, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens devant la cour supérieure, à Montréal, le dix-sept décembre 1901. (No. 1418, C. S. M.).

4647 TAILLON, BONIN & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.

AVIS PUBLIC

Dame Philomena Powell, épouse commune en biens de Joseph Aimé Béliveau, hôtelier, de la cité et du district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Joseph Aimé Béliveau, hôtelier, du même lieu, Défendeur.

Avis public est donné que la demanderesse a, ce jour, intenté contre le défendeur, son époux, une action en séparation de biens.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 12 décembre 1901. 4633

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No 343.

Dame Azilda Lavergne, de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, épouse de Augustin Doucet, du même lieu, journalier, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Augustin Doucet, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

N. L. DUPLESSIS,
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 8 novembre 1901. 4699

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.
No 361.

Dame Marie Orise Chapleau a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Louis Pepin, commerçant, tous deux de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,
Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 20 novembre 1901. 4427-4

AVIS.

Dame Malvina Charbonneau, du village de Granby, district de Bedford, a, le 21 novembre 1901, institué en la cour supérieure du dit district, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Paré, marchand, du même lieu.

F. X. A. GIROUX,
Avocat de la demanderesse.

Sweetburg, 21 novembre 1901. 4377-4

Miscellaneous Notices

NOTICE

Is hereby given, pursuant to article 5371 of the R. S. P. Q., that a company under the name of "The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Sainte Anne de Stukely, against fire, lightning and storms," has been formed, according to the tenor of article 5369 and following of the said statutes, and that the business office of the said company will be in the said parish of Sainte Anne de Stukely, county of Shefford.

STANISLAS S. DORAIS,
President.
THEODORE JUBIN,
Secretary.

Office of the said Company,
Sainte Anne de Stukely. 4654

Dame Henriette Garault, of the city and district of Montreal, wife of George Pineault, printer, of the same place, has instituted an action for separation as to property, before the superior court, at Montreal, on the seventeenth of December, 1901, (No. 1418, S. C. M.).

4648 TAILLON, BONIN & MORIN,
Attorneys for plaintiff.

PUBLIC NOTICE

Dame Philomena Powell, wife common as to property of Joseph Aimé Béliveau, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs

Joseph Aimé Béliveau, hotel-keeper, of the same place, Defendant.

Public notice is hereby given that the plaintiff has, this day, instituted against the defendant, her husband, an action in separation of property.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th December, 1901. 4634

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.
No. 343.

Dame Azilda Lavergne, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, wife of Augustin Doucet, of the same place, laborer, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Augustin Doucet, Defendant.
An action for separation from bed and board has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

N. L. DUPLESSIS,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 8th November, 1901. 4700

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } Superior Court
No. 361.

Dame Marie Orise Chapleau has, this day, sued her husband, Louis Pepin, trader, of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, in separation as to property.

PREVOST & RINFRET,
Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 20th November, 1901. 4428

NOTICE.

Dame Malvina Charbonneau, of the village of Granby, district of Bedford, has, on the 21st of November, 1901, instituted in the superior court of the said district, an action for separation of property against her husband, Alfred Paré, merchant, of the same place.

F. X. A. GIROUX,
Attorney for plaintiff.

Sweetburg, 21st November, 1901. 4300

Province de Québec, }
 District d'Iberville. }
 No 122. } *Cour Supérieure.*
 Dame Joséphine Rémillard, Demanderesse ;
 et

David Hercule Brosseau, Défendeur.
 Dame Joséphine Rémillard, épouse de David Hercule Brosseau, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dit district, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ; contre le dit David Hercule Brosseau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. P. CARREAU,
 Avocat de la demanderesse.
 Saint Jean, 20 novembre 1901. 4337-5

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 No 2856. } *Cour Supérieure.*

Dame Ethel Gertrude Claxton, des cité et district de Montréal, épouse de Hubert Hibbard Ayer, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

CARTER & GOLDSTEIN,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 2 décembre 1901. 4469-3

Province de Québec, }
 District de Montréal }
 No 1406. } *Cour Supérieure.*

Dame Rebecca Carrie Hibbard, des cité et district de Montréal, épouse de Albert Azro Ayer, du même lieu, marchand, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

CARTER & GOLDSTEIN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 12 décembre 1901. 4613-2

Province de Québec, }
 District de Montmagny. }
 No 377. } *Cour Supérieure.*

Dame Cécile Fournier, de Saint-Jean Port-Joli, dans le district de Montmagny, épouse commune en biens de Augustin Caron, du même lieu, charron, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Augustin Caron, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatrième jour de décembre courant.

DIONNE & GRENIER,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montmagny, 5 décembre 1901. 4511-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 } *Cour Supérieure.*

Dame Clara Butler, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de James Crockford, du même lieu, pourvoyeur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 James Crockford, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

BUCHAN & ELLIOTT,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 4 décembre 1901. 4489-3

Province of Quebec, }
 District of Iberville. }
 No. 122. } *Superior Court.*
 Dame Joséphine Rémillard, Plaintiff ;
 and

David Hercule Brosseau, Defendant.
 Dame Joséphine Rémillard, wife of David Hercule Brosseau, farmer, of the parish of Sainte Marguerite of Blairfindie, in said district, and duly authorized for the purpose of the presents, plaintiff against said David Hercule Brosseau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause ;

J. P. CARREAU,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Johns, 20th November, 1901. 4338

Province of Québec, }
 District of Montreal. }
 No, 2856. } *Superior Court.*

Dame Ethel Gertrude Claxton, of the city and district of Montreal, wife of Hubert Hibbard Ayer, of the same place, trader, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CARTER & GOLDSTEIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 2nd December, 1901. 4470

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 No. 1406. } *Superior Court.*

Dame Rebecca Carrie Hibbard, of the city and district of Montreal, wife of Albert Azro Ayer, of the same place, merchant, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CARTER & GOLDSTEIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 12th December, 1901. 4614

Province of Quebec. }
 District of Montmagny. }
 No. 377. } *Superior Court.*

Dame Cécile Fournier, of Saint Jean Port Joli, in the district of Montmagny, wife common as to property of Augustin Caron, of the same place, wheelwright, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs
 The said Augustin Caron, Defendant.
 An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th day of December, instant.

DIONNE & GRENIER,
 Attorneys for Plaintiff.
 Montmagny, 5th December, 1901. 4512

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 } *Superior Court.*

Dame Clara Butler, of the city and district of Montreal, wife common as to property of James Crockford, of the same place, caterer, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
 James Crockford, of the same place, Defendant.
 An action in separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

BUCHAN & ELLIOTT,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 4th December, 1901. 4490

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR ADMISSION STUDY OF LAW.

Examens du 14 janvier 1902.—14th January examinations, 1902.

ON	Noms.—Names.	Age.	Résidence.	Collège.
1	Barsalou, Charles Amedé ...	22 ans—years..	Bryson.. .. .	L'Ecole Normale Jacques-Cartier, et M. de Kermeno.
2	Bouthillier, Victor.....	26 "	Montréal.....	Université Brown, Providence, R. I.
3	Chipman, Warwick Fielding.	21 "	"	McGill University.
4	Crankshaw, James, jr.....	17 "	"	Académie de Westmount, et The Catholic Commercial Academy.
5	Draper, Denis Colborne....	29 "	"	Sutton Academy, Montreal Collegiate Institute, et M. C. W. Parken.
6	Drouin, Joseph.....	26 "	Ste. Scholastique.	Ecole Elementaire de Ste. Scholastique et Collège Ste. Thérèse.
7	Handfield, Wilfrid A.....	23 "	St. Marc.....	Cours MM. Leblond & Bonin.
8	Karney, William P.....	19 "	Montréal.....	Mont St. Louis.
9	Kennedy, James P.....	18 "	"	Ecole Ste. Anne et Mont St. Louis.
10	Lacoste, Alexandre.....	18 "	"	Collège Ste. Marie, M. P. Colonnier et Mont St. Louis.
11	Larivière, René.....	22 "	St. Ours.....	Séminaire de St. Hyacinthe et Collège de Joliette.
12	Mackie, Henry Arthur.....	25 "	Cookshire.....	Model School, Ottawa College et Bishop's College.
13	Marsil, Tancrede A. A.....	20 "	St. Hyacinthe...	Collège Ste. Thérèse et de Rigaud, et M. de Kermeno.
14	McDougall, Errol.....	20 "	Matawa.....	High School, McGill University, French American College, Springfield, Mass.
15	Miller, Roland.....	22 "	Montréal.....	Séminaire de St. Charles Borromé de Sherbrooke.
16	Noël, Alcide.....	25 "	Thetford Mines..	A. Duval et C. de Bussieu.
17	Ouimet, Paul.....	22 "	St. Hilaire.....	Académie Commerciale, Collège de St. Hyacinthe, et M. André.
18	Phelan, Michael Arthur....	26 "	Montréal.....	Bishop's College.
19	Rondeau, Odoric.....	25 "	St. Marcel.....	Collège de Ste. Marie de Manoir et Collège des Pères de Ste. Croix, à St. Aimé.
20	Tanner, Agenor Henry.....	22 "	Valleyfield	French American College Springfield Mass et Université McGill.
21	Vineberg, Abraham.....	25 "	Montréal.....	McGill Model School, High School, McGill University.

ROBERT TASCHEREAU,
Secrétaire du Barreau de Montréal.
Secretary of the Bar of Montreal.

4677-78

BARREAU DE QUEBEC.—QUEBEC BAR.

SECTION DE BEDFORD.—BEDFORD SECTION.

EXAMENS DE JANVIER 1902.—JANUARY EXAMINATIONS, 1902.

Liste des candidats à l'étude de la profession légale.—List of candidates to the study of law.

Nom.	Prénoms.	Age.	Résidence.	Collèges où ils ont étudié.
Name.	Surnames.			Colleges where educated.
McCabe.....	John Irving..	17 ans.—17 years....	Cowansville, Qué.	Cowansville Academy.—Cowansville, Que.—Private Tutor, Montreal.

A. J. E. LEONARD,
Secrétaire du Barreau de Bedford.—Secretary Bedford Bar
Sweetburg, 14 décembre 1901.—14th December, 1901. 4681-82

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE SAINT-FRANÇOIS.—SECTION OF SAINT FRANCIS.

Candidat à l'étude du droit.—Candidate to study law.

Examen de janvier 1902.—Examination of January, 1902.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.	Ecole où il a étudié. — School where he studied.
Wallace.....	Richard P....	23 ans.—23 years....	Coaticook.....	Coaticook Academy.....

4627-28

J. A. LEBLANC,
Secrétaire du Barreau de Saint-François.—Secretary of the Bar of Saint Francis.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, incorporant les requérants et telles autres qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Arthabaska Water & Power Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(1) Créer, acquérir et mettre en opération des pouvoirs d'eau dans Victoriaville et dans le voisinage, dans la province de Québec ;

(2) Acquérir, ériger et mettre en opération des dalles, écluses, canaux, et tout ce qui est nécessaire pour un système d'aqueduc et travaux pour la distribution de l'eau, ou pour la production de l'électricité pour éclairage, chauffage ou pouvoir moteur ;

(3) Employer, vendre, louer les dits pouvoirs d'eau, aqueducs ou systèmes de tuyaux, tuyaux principaux ou conduits pour distribuer l'eau, et l'eau et pouvoir d'iceux pour l'usage du public et pour les objets en général de la compagnie ou dans le but de faire mouvoir des machines dans les moulins, entrepôts ou manufactures, et en disposer ;

(4) Manufacturer, fournir, vendre, louer l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage ou pouvoir moteur et pour tout autre objet pour lequel il peut être employé et en disposer ;

(5) Acquérir et posséder des limites à bois, et acquérir, ériger et mettre en opération des estacades, glissoires, moulins et manufactures pour la production de billots, bois et autres produits de toute sorte, et de manufacturer et vendre les dits articles et leurs produits ;

(6) Acquérir et mettre en opération les travaux, propriétés, privilèges, actif et affaires de toute personne, société ou compagnie faisant des affaires semblables à celles de la présente compagnie ;

(7) Acquérir, employer, louer toutes patentes d'invention ou licences nécessaires pour les fins de la compagnie ; et en disposer.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Victoriaville, dans la province de Québec.

4 Le montant proposé du fonds social sera de \$150,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents, et le montant de chaque action sera de \$100.00.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Bernard B. Stevenson, gérant ; Gordon W. MacDougall, avocat ; William J. Henderson, commis ; Lawrence de K. Stephens, étudiant, et George H. Bethune, commis, tous des cité et district de Montréal.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Arthabaska Water & Power Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(1) To create, acquire and operate water powers at and in the neighbourhood of Victoriaville, in the province of Québec ;

(2) To acquire, erect and operate flumes, dams and canals and other appliances necessary for a system of water works and works for the distribution of water, or for the production of electricity for lighting, heat or motive power ;

(3) To use, sell, lease and dispose of such water powers, water works, aqueducts or systems of pipes, mains or ducts for the conveying of water and the water and power therefrom for the use of the public and for the general purposes of the company or for the purpose of driving machinery in mills, warehouses or factories ;

(4) To manufacture, supply, sell, lease or dispose of electricity for the purpose of light, heat or motive power and any other purpose for which the same may be used.

(5) To acquire and own timber limits, and to acquire, erect and operate booms, slides, mills and factories for the production of logs, timber and other products in all conditions of manufacture, and to manufacture and deal in such articles and their products ;

(6) To acquire and operate the works, property, franchises, assets and business of any person, firm or company carrying on any business similar to that for which powers are held by the present company.

(7) To acquire, use, lease and dispose of any patents of invention or licenses necessary for the purposes of the company.

3. The chief place of business of the said company is at the town of Victoriaville, in the province of Québec.

4. The proposed amount of the capital stock is \$150,000.00.

5. The number of shares is to be fifteen hundred, and the amount of each share is to be of the value of \$100.00.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Bernard B. Stevenson, manager ; Gordon W. MacDougall, advocates ; William J. Henderson, clerk ; Lawrence de K. Stephens, student ; and George H. Bethune, clerk, all of the city and district of Montréal.

Les dits Bernard B. Stevenson, Gordon W. MacDougall et William J. Henderson seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 16 décembre 1901. 4651

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation comme compagnie à fonds social.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Hodgson Iron and Tube Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de faire les affaires de manufacturiers et de commerçants de fer, acier, métaux et de leurs produits, de toute description.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de deux cent mille piastres (\$200,000), divisé en deux mille (2,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : John Cassils Hodgson, manufacturier; Charles Jonathan Hodgson, manufacturier; l'honorable Robert MacKay, sénateur; Albert Joseph Brown, avocat; William Prescott Sharp, avocat, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie et tous sont sujets anglais.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 18 décembre 1901. 4669

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Société Anonyme des Théâtres."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : Donner des représentations théâtrales et acheter, louer ou acquérir autrement des biens meubles et immeubles pour l'exercice du but qu'elle se propose.

3° La principale place d'affaires de la dite société sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite société sera de cinq mille dollars.

5° Le nombre d'actions sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de vingt-cinq piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Arthur Peltier, commis; Alphonse Fontaine, marchand; Thomas Bellemare, marchand; Octave Labelle, entrepreneur, et Clovis Desaulniers, agent, tous de la cité et du district de Montréal. Les dits requérants seront les directeurs provisoires.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,
4575-2 Procureurs des requérants.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que Aimé Trudeau, marchand, de la ville de Windsor Mills; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills; John Tourigny, manufacturier, de la ville de Windsor Mills; Filias Millette, marchand, du

The said Bernard B. Stevenson, Gordon W. MacDougall and William J. Henderson are to be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada, and subjects of His Majesty.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solicitors for applicants.
Montreal, 16th December, 1901. 4652

Notice is hereby given that within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the parties hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor, for letters patent of incorporation as a joint stock company.

1. The proposed name of the company is "The Hodgson Iron and Tube Company."

2. The objects for which incorporation is sought are, to carry on the business of manufacturers, of and dealers in iron, steel and metals, and the products thereof of every description.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be two hundred thousand dollars (\$200,000), divided into two thousand (2,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : John Cassils Hodgson, manufacturer; Charles Jonathan Hodgson, manufacturer; Honorable Robert MacKay, senator; Albert Joseph Brown, advocate, and William Prescott Sharp, advocate, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company, and all of whom are british subjects.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.
Montreal, 18th December, 1901. 4670

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be : "La Société Anonyme des Théâtres."

2. The purposes for which incorporation is sought are : To give theatrical representations and to buy, rent or acquire otherwise the moveables and immoveables necessary for the carrying on of such business

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be five thousand dollars.

5. The number of shares will be two hundred, and the amount of each share, twenty-five dollars.

6. The full names, residence and calling of the petitioners are as follows : Arthur Peltier, clerk; Alphonse Fontaine, merchant; Thomas Bellemare, merchant; Octave Labelle, contractor, and Clovis Desaulniers, agent, all of the city and district of Montreal. The said petitioners will be the interim directors.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,
4576 Attorneys for the applicants.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Aimé Trudeau, merchant, of the town of Windsor Mills; Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills; John Tourigny, manufacturer, of the town of Windsor Mills; Filias Millette, merchant, of the township

canton de Windsor ; William J. Finlay, surintendant du moulin à papier, à East Angus, tous dans la province de Québec, et Victor Côté, contre-maître, de Turner's Falls, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes, sous le grand sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation, en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera "The Laineau Manufacturing Co.;" elle aura pour objet : acquérir par achat, transport, demande ou autrement, et employer, louer, vendre ou en disposer autrement, toutes inventions, ou brevets d'invention, ou tous droits de se servir de, ou employer toutes inventions en rapport avec la production d'articles en laine, ou en autres matériaux ; acheter, manufacturer et vendre les articles produits d'après ces inventions et brevets d'invention ; emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, émettre des débetures, hypothéquer ou charger toute l'entreprise, ou aucune partie de la propriété présente ou qui sera acquise par la compagnie, et d'émettre, tirer, faire, accepter et négocier, tous lettres de change, billets promissoires ou autres effets négociables.

Le principal siège de ses affaires sera, ville de Windsor Mills, province de Québec.

Le chiffre de son fonds social sera de dix mille piastres, divisé en deux cents actions de cinquante piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette compagnie seront : Aimé Trudeau, marchand, de la ville de Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills ; Filias Millette, marchand, du canton de Windsor.

J. A. BEGIN,
4335-5 Procureur des requérants.

Avis public est par les présentes donné par François Xavier Bertrand, manufacturier ; Noé Dussault, comptable ; Evariste Berthiaume, contre-maître mécanicien ; Joseph de Labroquerie Taché, notaire ; Joseph Cyprien Desautels, notaire, et Louis Paul Morin, manufacturier, tous de la cité de Saint-Hyacinthe, dans cette province, qu'ils ont l'intention de s'adresser par requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, dans le but d'obtenir l'émission de lettres patentes pour les constituer en corporation, sous l'effet de la loi des compagnies à fonds social, avec tous les pouvoirs et privilèges qu'elle confère, dans les conditions suivantes :

Le nom de la compagnie sera "La Compagnie F. X. Bertrand". L'objet de la compagnie, sera d'exercer :

1° L'industrie de la fonderie et des constructions mécaniques en fer, bois et autres matières, et des réparations qui s'y rattachent.

2° Le commerce de tous les produits de la dite industrie et des produits manufacturés ou matières premières qui s'y rattachent, et des machines, marchandises et fournitures utilisées comme accessoires dans les établissements, possédant et employant les produits de la dite industrie.

3° L'exploitation de brevets et autres droits de propriété sur les produits fabriqués, sur les marchandises vendues ou sur les procédés appliqués par la dite compagnie.

Le siège des affaires de la dite compagnie sera en la cité de Saint-Hyacinthe.

Le fonds social de la dite compagnie sera au montant de quarante-huit mille dollars (\$48,000), divisé en neuf cent soixante (960) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Les personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

Saint-Hyacinthe, 11 décembre 1901. 4579-2

of Windsor ; William J. Finlay, paper mill superintendent at East Angus, all in the province of Quebec, and Victor Côté, foreman, of Turner's Falls, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council, to obtain letters patent under the great seal, granting a charter constituting the said petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate.

The corporate name of the said company will be "The Laineau Manufacturing C.," its objects will be : to acquire by purchase, conveyance, application or otherwise, and to employ, lease, sell or otherwise, dispose of any inventions or patents of invention ; and all rights to make use of or employ any inventions connected with the production of woolen articles or other stuffs, to buy, manufacture and sell these inventions and patents to borrow or levy money for all the purposes of the company, to issue debentures, mortgage or bind the whole enterprise or any part of the actual property of or what will be acquired by the company, and to issue, draw, make, accept and negotiate any letters of exchange, promissory notes or other negotiable effects.

Its head office will be at Windsor Mills, in the province of Quebec.

The amount of its capital stock will be ten thousand dollars, divided into two hundred shares of fifty dollars each.

The first directors of this company will be Aimé Trudeau, merchant, of the town of Windsor Mills, Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills ; Filias Millette, merchant, of the township of Windsor.

J. A. BEGIN,
4336 Attorney of the petitioners.

Public notice is hereby given by François Xavier Bertrand, manufacturer ; Noé Dussault, accountant ; Evariste Berthiaume, machinist foreman ; Joseph de Labroquerie Taché, notary ; Joseph Cyprien Desautels, notary, and Louis Paul Morin, manufacturer, all of the city of Saint-Hyacinthe, in this province, that they will apply by petition to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for letters patent incorporating them under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, with all the powers and privileges which it confers, under the following conditions.

The name of the company will be "La Compagnie F. X. Bertrand". The object of the company will be to exercise :

1. The foundry business and mechanical construction in iron, wood and other materials, and the repairs connected therewith.

2. Dealing in the products of the said industry and of the manufactured products or iron materials connected therewith, and of machinery, merchandise and furnishings utilized as accessories in the establishments, possessing and using the products of the said industry.

3. Using patents and other rights of ownership on the products manufactured, on the merchandise sold or on the processes applied by the said company.

The said company's place of business will be in the city of Saint-Hyacinthe.

The capital stock of the said company will be forty-eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into nine hundred and sixty (960) shares, of fifty dollars (\$50.00) each.

The persons above named will be the first directors of the said company.

Saint-Hyacinthe, 11th December, 1901. 4580

Avis est par les présentes donné que, durant l'espace d'un mois qui suivra la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, d'une charte d'incorporation par lettres patentes, suivant les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, pour constituer en compagnie à fonds social les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins suivantes, savoir :

1° Le nom de la compagnie projetée est A. C. Larivière.

2° L'objet pour lequel la charte est demandée, est, pour la fabrication, la vente et le commerce en général de voitures et véhicules de tous genres, et des accessoires s'y rapportant, avec pouvoir d'acquies, posséder, jouir ou louer toute propriété immobilière nécessaire ou convenable pour l'exploitation du dit commerce.

3° L'endroit du siège principal des affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans une province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de dix mille dollars.

5° Le nombre des actions ou parts est de cent, au montant de cent dollars chacune.

6. Les noms, l'adresse et la profession des requérants sont comme suit : Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, marchand ; Joseph Edouard Charbonneau, comptable ; Georges McNally, comptable ; Frédéric Clément dit Larivière, carrossier, et Philippe Clément dit Larivière, commis-marchand, tous sujets britanniques, de la cité de Montréal, dont les trois premiers, savoir : Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, Joseph Edouard Charbonneau et Georges McNally seront les premiers directeurs de la dite compagnie projetée.

BERARD & BRODEUR,

Procureurs des requérants.

Montréal, 25 novembre 1901.

4385-3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Bedford. }
Dans l'affaire de Thomas Sloggett, manufacturier et entrepreneur de pompes funèbres, de Cowansville Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7^e jour de janvier 1902, après laquelle date le dividende sera payable dans mon bureau.

M. O. HART,

Curateur.

Cowansville, 19 décembre 1901.

4625

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure*
In re C. Chapelle, Valleyfield, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 7 janvier 1902.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint Jacques,
Montréal, 21 décembre 1901.

4663

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be A. C. Larivière.

2. The purposes within the purview of the Act, for which incorporation is sought, are : the manufacturing, sale and trade in general in carriages and vehicles of all kinds, and the accessories, with power to purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements and real estates that may be demand proper for said trade.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is ten thousand dollars.

5° The number of shares is to be one hundred, and the amount of each share is to be of the value of one hundred dollars.

6° The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, merchant ; Joseph Edouard Charbonneau, accountant ; George McNally, accountant ; Frédéric Clément dit Larivière, carriage-maker, and Philippe Clément dit Larivière, clerk, all british subjects, of the city of Montreal, of whom the three first named persons, to wit : Joseph Adolphe Frederic Clément dit Larivière Joseph Edmond Charbonneau and Georges McNally are to be the first and provisional directors of the said company.

BERARD & BRODEUR,

Attorneys for the applicants.

Montréal, 25th November, 1901.

4386

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Bedford. }
In the matter of Thomas Sloggett, manufacturer and undertaker, Cowansville, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 7th January, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

M. O. HART,

Curator.

Cowansville, 19th December, 1901.

4626

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In re C. Chapelle, Valleyfield, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 7th January, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street,
Montreal, 21st December, 1901.

4664

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieurs.*
No 180.

The Timmis Noble Company, des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

Roderick MacKinnon, des cité et district de Montréal, marchand de thé, y faisant affaires seul comme tel sous les nom et raison de "The MacKinnon Tea Company",

Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit Roderick MacKinnon a fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 14 décembre 1901. 4631

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure*
No. 3.

In re Hilaire Foisy, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, épicier, Failli.

Avis est par le présent donné que le dix-huitième jour de décembre mil neuf cent un, le dit Hilaire Foisy, a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district d'Iberville.

ALP. F. GERVAIS,
Gardien provisoire.

Saint-Jean, 18 décembre 1901. 4667

Province de Québec, }
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Hégésippe Desmarais, Marierville, P. Q., Insolvable.

Avis est donné que le 14ème jour de décembre 1901, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit insolvable, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis, si elles ne l'ont pas été.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : Lamarre & Galaise,
20, rue Saint-Jacques.
Montréal, 18 décembre 1901. 4683

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

In re M. D. Clairoux, Duclos, P. Q.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le cu après le six janvier 1902.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut.

F. A. LABELLE,
Curateur.

Hull, P. Q., 18 décembre 1901. 4689

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Pierre Dauplaise, Saint-Cyrille de Wendover, Failli.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de collocation sur le produit des biens meubles et sur le produit des biens immeubles, lequel sera payable à notre bureau, numéro 1709, rue Notre-Dame, Montréal, le huitième jour de janvier 1902.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

Montréal, 21 décembre 1901. 4661

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 180.

The Timmis Noble Company, of the city and district of Montreal, Plaintiffs ;

vs.

Roderick MacKinnon, of the city and district of Montreal, tea merchant, carrying on business there alone as such, under the firm, name and style of "The MacKinnon Tea Company",

Defendant.

Notice is hereby given that the said Roderick MacKinnon has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street,
Montreal, 14th December, 1901. 4632

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court*
No. 3.

In re Hilaire Foisy, of the town of Saint Johns, district of Iberville, grocer, Insolvent.

Notice is hereby given that on the eighteenth day of December, one thousand nine hundred and one, the said Hilaire Foisy, has made an abandonment of his property, for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Iberville.

ALP. F. GERVAIS,
Provisional guardian.

Saint Johns, 18th December, 1901. 4668

Province of Quebec, }
District of St Hyacinth. } *Superior Court.*

In the matter of Hégésippe Desmarais, Marierville, P. Q., Insolvent.

Notice is given that on the 14th day of December, 1901, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of the court, curator to the estate of said insolvent, who has made an assignment of his assets for the benefit of his creditors.

Creditors of said insolvent are requested to produce their sworn claims at my office, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : Lamarre & Galaise,
20, Saint James street,
Montreal, 18th December, 1901. 4684

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*

In re M. D. Clairoux, Duclos, P. Q.

A first and last dividend has been prepared and will be paid at my office, on or after the sixth of January, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F. A. LABELLE,
Curator.

Hull, P. Q., 18th December, 1901. 4690

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

In the matter of Pierre Dauplaise, of Saint Cyrille de Wendover, Insolvent.

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend sheet upon the proceeds of goods and chattels and real estate which will be payable at our office, No. 1709, Notre Dame street, Montreal, on the eight of January 1902.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators

Montréal, 21st December 1901. 4662

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Edgar Casgrain, pharmacien, droguiste,
 Failli.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 9 janvier 1902.

Toute contestation doit être déposée entre mes mains avant le 9 janvier 1902.

ARTHUR LACOSTE,
 Curateur.

No 1620a, rue Notre-Dame,
 Montréal, 16 décembre 1901. 4679

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
 Dans l'affaire de Dame Zénaïde Poulin, Sainte-
 Brigitte des Saults, Insolvable.

Avis est donné que le 17^{ième} jour de décembre 1901, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit insolvable qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis, si elles ne l'ont pas été.

H. LAMARRE,
 Curateur.
 20, rue Saint-Jacques.

Bureau : Lamarre & Galaise.
 Montréal, 18 décembre 1901. 4685

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 177.

Dans l'affaire de A. S. & W. H. Masterman,
 Faillis ;

et
 Sewell Franklin, Belknap, Créancier.

Avis est par le présent donné que les dits débiteurs ont fait, ce jour, un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, dans le palais de justice, de Montréal.

S. F. BELKNAP,
 Gardien provisoire.

Montréal, 13 décembre 1901. 4701.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Clement Lafleur Shoe Co., Failli.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, a été d'instinct nommé curateur aux biens du dit failli, en date du 17^e jour de décembre courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à mon bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

WM. RENAUD,
 Curateur.
 Montréal, 17 décembre 1901. 4645

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } DAME DIANA DAU-
 No. 9. } PLAISE, épouse de
 Walter Parenteau, Demanderesse ; contre le dit
 WALTER PARENTEAU, Défendeur.

Un emplacement de forme irrégulière, situé dans

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Edgar Casgrain, druggist,
 Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after the 9th January, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the 9th January, 1902.

ARTHUR LACOSTE,
 Curator.

No. 1620a, Notre Dame street,
 Montreal, 16th December, 1901. 4680

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In the matter of Dame Zénaïde Poulin, Sainte-
 Brigitte des Saults, Insolvent.

Notice is given that on the 17th day of December, 1901, the undersigned has been appointed by an ordonnance of the court, curator to the estate of said insolvent, who has made assignment of her assets for the benefit of her creditors.

Creditors of said insolvent are requested to produce their sworn claims at my office, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

H. LAMARRE,
 Curator.

Office : Lamarre & Galaise.
 Montreal, 18th December, 1901. 4686

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 177.

In the matter of A. S. & W. H. Masterman,
 Insolvents ;

and
 Sewell Franklin Belknap, Creditor.

Notice is hereby given that the said debtors have, this day, made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, in the office of the protonotary of the superior court for this district, in the court house, in Montreal.

S. F. BELKNAP,
 Provisional guardian.

Montreal, 13th December, 1901. 4702

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Clement Lafleur Shoe Co., Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been appointed curator in the estate of said insolvent, in date of 17th day of December instant.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

WM. RENAUD,
 Curator.
 Montreal, 17th December, 1901. 4646

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } DAME DIANA DAU-
 No. 9. } PLAISE, wife of Wal-
 ter Parenteau, Plaintiff ; against the said WALTER
 PARENTEAU, Defendant.

An emplacement of irregular form, in the village of

le village de Saint-Cyrille de Wendover, dans le cinquième rang du canton de Simpson, au nord-est de la rue Saint-Laurent, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Simpson, sous le numéro un-trente (1-30); borné en front à la dite rue Saint-Laurent, en arrière à la rue de la Station, au nord-ouest à Pierre Dauplaise, et au sud-est au chemin le long du chemin de fer—avec maison et autres bâtisses dessus construites. Sujet au paiement le premier novembre chaque année d'une somme de dix-huit piastres, à Louis Bilodeau, cultivateur, de Saint-Cyrille, comme rente foncière.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1902), à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 27 novembre 1901. 4383-2
[Première publication, 30 novembre 1901.]

Saint Cyrille of Wendover, in the fifth range of the township of Simpson, to the north east of Saint Lawrence street, known and described on the official plan and book of reference for said township of Simpson, under number one-thirty (1-30); bounded in front by said Saint Lawrence street, in the rear by Station street, to the north west by Pierre Dauplaise, and south easterly by the road along the railway—with a house and other buildings thereon erected. Subject to the payment on the first November each year, of a sum of eighteen dollars, to Louis Bilodeau, farmer, of Saint Cyrille, as a ground rent.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the THIRD day of JANUARY next (1902), at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 27th November, 1901. 4384
[First published, 30th November, 1901.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: **THE AMES HOLDEN**
No 725. **COMPANY OF MONTREAL**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal. Demandeur; contre **FRANÇOIS DUFOUR** et **EGARD LACOMBE**, tous deux de la ville de Chicoutimi, marchands, et y faisant affaires en société sous les nom et raison de Dufour & Lacombe, Défendeurs.

Immeuble de François Dufour :

Un lopin de terre ou emplacement faisant partie du lot numéro deux cent soixante et treize, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Chicoutimi, mesurant cent pieds du sud au nord, mesure précise, et cent pieds environ, mesure moyenne, de l'est à l'ouest; borné au sud par le terrain réservé pour la rue Racine, à l'est et au nord par le terrain de Madame V. M. Martin, à l'ouest par les quais de la rivière de Chicoutimi—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, au palais de justice, dans la ville de Chicoutimi, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 14 décembre 1901. 4697
[Première publication, 21 décembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

SECOND FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, **BERNARD McCABE**,
Province de Québec, } Demandeur; contre
District d'Iberville. } **TREFFLE TURGEON**,
No 818. } Défendeur.

Avis est par les présentes donné que la vente des

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: **THE AMES HOLDEN**
No. 725. **COMPANY OF MONTREAL**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal. Plaintiff; against **FRANCOIS DUFOUR** and **EGARD LACOMBE**, both of the town of Chicoutimi, merchants, and carrying on business there in partnership under the style and firm of Dufour & Lacombe, Defendants.

Immovable of François Dufour :

A lot or piece of land forming part of lot number two hundred and seventy-three, of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Chicoutimi, measuring one hundred feet from south to north, exact measurement, and about one hundred feet, average measure, from east to west; bounded on the south by the ground reserved for Racine street, on the east and on the north by the land of Mrs. V. M. Martin, on the west by the wharves of the Chicoutimi river—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, at the town of Chicoutimi, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 14th December, 1901. 4698
[First published, 21st December, 1901.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

SECOND FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, **BERNARD McCABE**,
Province of Québec, } Plaintiff; against
District of Iberville. } **TREFFLE TURGEON**,
No. 818. } Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the

immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le dix-neuvième jour de novembre dernier (1901), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, dans le district d'Iberville, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain (1902), à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Patrice de Sherrington.

CHAS. ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 17 décembre 1901. 4643
[Première publication, 21 décembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Kamouraska.

Fraserville à savoir : } SAMUEL CHARLES
No 2894. } S RIOU, écuyer, avocat,
de Fraserville, Demandeur ; contre les immeubles
de JULES BRUNO MICHAUD, de la paroisse de
Saint-Louis de Kamouraska, Défendeur, à savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse, sous le numéro (172) cent soixante-douze—sans bâtisse.

2° Le sixième indivis d'une terre située en la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit comté, pour la dite paroisse, sous le numéro (302) trois cent deux—sans bâtisse.

3° Le sixième indivis d'une autre terre située au même endroit, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro (306) trois cent six—circonstances et dépendances.

4° Le sixième indivis d'une autre terre située au même endroit, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, comme faisant partie du numéro (314) trois cent quatorze ; bornée au nord-ouest au chemin public, au nord-est au numéro (317) trois cent dix-sept, au sud-est à la rivière qui la sépare, et au sud-ouest au numéro (306) trois cent six—sans bâtisse.

5° Les deux tiers indivis d'un autre lot de terre situé au même endroit, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro (315) trois cent quinze—sans bâtisse.

6° Les deux tiers indivis d'un autre lot de terre situé au même endroit, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro (316) trois cent seize—sans bâtisse.

7° Les deux tiers indivis d'une autre terre située au même endroit, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro (317) trois cent dix-sept—avec bâtisses dessus construites.

8° Les deux tiers indivis d'une autre terre située au même endroit, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro (318) trois cent dix-huit—avec bâtisses dessus construites.

9° Les deux tiers indivis d'une autre terre située au même endroit, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro (319) trois cent dix-neuf—sans bâtisse.

immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the nineteenth day of November last (1901), at the parochial church door of the parish of Saint Patrice de Sherrington, in the district of Iberville, will take place at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the SEVENTH day of JANUARY next (1902), at the parochial church door of the said parish of Saint Patrice de Sherrington.

CHAS. ARPIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 17th December, 1901. 4644
[First published, 21st December, 1901.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } SAMUEL CHARLES
No. 2894. } S RIOU, esquire, advocate,
of Fraserville, Plaintiff ; against the immovables of
JULES BRUNO MICHAUD, of the parish of
Saint Louis de Kamouraska, Defendant, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Saint Louis de Kamouraska, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish, as number one hundred and seventy-two (172)—without building.

2. The undivided sixth of a land situate in the parish of Saint Louis de Kamouraska, in the county of Kamouraska, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said county, for the said parish, as number three hundred and two (302)—without building.

3. The undivided sixth of another land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number three hundred and six (306)—circumstances and dependencies.

4. The undivided sixth of another land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as forming part of number three hundred and fourteen (314) ; bounded on the north west by the public road, on the north east by number three hundred and seventeen (317), on the south east by the river which separates it, and on the south west by number three hundred and six (306)—without building.

5. The two undivided thirds of another land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number three hundred and fifteen (315)—without building.

6. The two undivided thirds of another land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number three hundred and sixteen (316)—without building.

7. The two undivided thirds of another land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number three hundred and seventeen (317) — with buildings thereon erected.

8. The two undivided thirds of another land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number three hundred and eighteen (318)—with buildings thereon erected.

9. The two undivided thirds of another land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number three hundred and nineteen (319)—without building.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Louis de Kamouraska, MARDI, le TRENTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT, Shérif.
Bureau du shérif, 4389-2
Fraserville, 27 novembre 1901.
[Première publication, 30 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Kamouraska.
Fraserville, à savoir : } JOSEPH RIOUX, mar-
No 2896. } J chand, de la paroisse de
Trois Pistoles, Demandeur ; contre les immeubles
de JOSEPH PHILEAS DUMAS, de la paroisse de
Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, Défendeur, à
savoir :

Les lots de terre situés dans le premier rang de la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, dans le comté de Témiscouata, maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, sous les numéros treize, trente et un et trente-deux.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, JEUDI, le DEUXIÈME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi, Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT, Shérif.
Bureau du Shérif, 4391-2
Fraserville, 27 novembre 1901.
[Première publication, 30 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } JOSEPH HURTEAU, pi-
No. 2355. } J lote, des cités et district
de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements
de DAME LIBÈRE PELLETIER, veuve de
Georges Dufaulx, ancien cultivateur, de Contrecoeur,
et JOSEPH DUFAULX, journalier, de Montréal,
défendeurs conjointement et solidairement.

Saisis comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, les immeubles ci-après mentionnés, savoir :

1° Une terre située au deuxième rang de la paroisse de Contrecoeur, contenant deux arpents de front par vingt-sept arpents de profondeur (2 x 27) ; tenant au nord-ouest à Bruneau Lescault, au sud-est à Amédée Jacques, au nord-est au dit Amédée Jacques, et au sud-ouest à Olivier Handfield—avec maison, granges et autres bâtisses dessus construites, connue sous le numéro deux cent quatre-vingt-neuf (289), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Contrecoeur.

2° Un emplacement situé au même lieu, contenant un arpent carré en superficie (1) connu sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (294), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Contrecoeur, enclavé dans la terre d'Amédée Jacques connu sous le numéro deux cent quatre-vingt-treize (293), aux susdits plan et livre de renvoi officiels—avec ensemble un moulin à vent construit sur le dit numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (294) et tout ce qui en dépend, et une maison bâtie sur le numéro deux cent quatre-vingt-treize (293), et droit de passage à pied et en voiture sur ce dernier numéro pour communiquer au chemin public.

3° Un terrain situé au même lieu, contenant dix-

To be sold at the door of the church at Saint Louis de Kamouraska, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT, Sheriff.
Sheriff's Office, 4390
Fraserville, 27th November, 1901.
[First published, 30th November, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Fraserville, to wit : } JOSEPH RIOUX, mer-
No. 2896. } J chant, of the parish of
Trois-Pistoles, Plaintiff ; against the immovables of
JOSEPH PHILEAS DUMAS, of the parish of
Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, Defendant, to
wit :

The lots situate in the first range of the said parish of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, in the county of Temiscouata, and now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as numbers thirteen, thirty-one and thirty-two.

To be sold at the church door of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, on THURSDAY, the SECOND day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT, Sheriff.
Sheriff's Office, 4392
Fraserville, 27th November, 1901.
[First published, 30th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } JOSEPH HURTEAU, pilot,
No. 2355. } J of the city and district of
Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements
of DAME LIBÈRE PELLETIER, widow of the
late Georges Dufaulx, heretofore farmer, of Contrecoeur,
and JOSEPH DUFAULX, laborer, of
Montreal, Defendants jointly and severally.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendants, the immovables hereinafter mentioned, to wit :

1. A land situate in the second range of the parish of Contrecoeur, containing two arpents in front by twenty-seven arpents in depth (2 x 27) ; adjoining on the north west Bruneau Lescault, on the south east Amédée Jacques, on the north east the said Amédée Jacques, and on the south west Olivier Handfield—with house, barns and other buildings thereon erected, known as number two hundred and eighty-nine (289), on the official plan and book of reference for the said parish of Contrecoeur.

2. A lot situate at the same place, containing one (1) arpent square in area, known as number two hundred and ninety-four (294), on the official plan and book of reference of the said parish of Contrecoeur, enclosed in the land of Amédée Jacques, known as number two hundred and ninety-three (293), on the said official plan and book of reference—with a windmill built on said number two hundred and ninety-four (294), and all that depends from it, and a house built on number two hundred and ninety-three (293), and right of passage on foot or and in vehicle on this latter number to communicate with the public road.

3. A lot situate at the same place, containing

sept arpent en superficie, connu sous le numéro deux cent quatre-vingt-quinze (295), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Contrecoeur; tenant, le dit terrain, au sud-est au chemin du Roi, derrière et du côté nord-est à Clément Rainville, au sud-ouest à Amédée Jacques, — avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Contrecoeur, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER prochain (1902), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 17 décembre 1901. 4655
[Première publication, 21 décembre 1901.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ARCHIBALD W. STE-
No. 147. } A VENSON, curateur
dûment nommé en vertu de l'article 879 du code de
procédure civile de la province de Québec, comme
curateur des biens de DAME MARIE GENE-
VIEVE DINA LAFERRIERE, de la ville de
Saint-Louis, faillie, et l'Honorable Louis François
Rodrigue Masson *et al.* *ès-qual.*, Requérents.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, portant le numéro deux cent soixante et quatre (264), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, contenant cinquante-cinq pieds de front sur cent quarante-neuf pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front au nord-est par la rue Mance, au sud-ouest par la rue Balmoral, au côté nord-ouest par les lots 262 et 263, au sud-est par le lot No 265, du dit plan—avec un logement complet et un logement double sur la rue Mance, une petite maison en briques sur la rue Balmoral, tous en briques sur fondation en pierre, et autres bâtisses érigées sur le dit lot.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 17 décembre 1901. 4657
[Première publication, 21 décembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } EUGENE RENE ROYER,
No 1589. } JEAN JULES ROU-
GIER, de Paris, France, l'un des pays d'Europe,
et VICTOR ROUGIER, des cité et district de
Montréal, marchands, faisant affaires à Montréal
suscit, sous la raison sociale de "Royer & Rougier
Frères," Demandeurs; contre les terres et tenements
de EMILE LAVIGNE, des cité et district de
Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement composé du lot numéro vingt-huit, de la neuvième partie du fief Closse, et maintenant connu et désigné comme étant une partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro mille dix-neuf (1019), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, contenant le dit emplacement quarante-deux pieds de largeur sur une profondeur de soixante et dix pieds, mesure française, et plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Dominique, en arrière par partie du dit lot No 1019, appartenant à la succession Gotlieb Frederick Reinhardt ou représentants, du côté nord-ouest par la partie du lot No 1020, des dits plan et livre de renvoi officiels ci-après en deuxième lieu décrite, et du côté sud-est par la rue Roy—avec une maison en brique et dépendances dessus-érigées.

2° Un emplacement maintenant connu comme étant l'arrière partie ou la moitié du lot de terre connu et désigné sous le numéro mille vingt (1020),

seventeen arpents in area, known as number two hundred and ninety-five (295), on the official plan and book of reference of the said parish of Contrecoeur; said lot being bounded on the south east by the King's highway, in rear and on the north east side by Clément Rainville, on the south west by Amédée Jacques—with house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Contrecoeur, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY next (1902), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
Montréal, 17th December, 1901. 4656
[First published, 21st December, 1901.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS**

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ARCHIBALD W. STE-
No. 147. } A VENSON, curator,
thereto duly authorized under article 879 of the
code of civil procedure of the province of Quebec,
as curator to the property of DAME MARIE
GENEVIEVE DINA LAFERRIERE, of the town of Saint
Louis, insolvent; and the honorable
Louis François Rodrigue Masson *et al.*, *ès-qual.*,
Petitioners.

A lot of land situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, bearing the number two hundred and sixty-four (264), of the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, containing fifty-five feet in front by one hundred and forty-nine feet in depth, more or less; bounded in front to the north east by Mance street, to the south west by Balmoral street, on the north west side by lots numbers 262 and 263, on the south east by lot No. 265, of the said plan—with one self contained and one double tenement on Mance street, one small brick house on Balmoral street, all built of brick on stone foundation and other buildings erected on said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
Montréal, 17th December, 1901. 4658
[First published, 21st December, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } EUGENE RENE ROYER,
No. 1589. } JEAN JULES ROU-
GIER, of Paris, France, one of the countries of
Europe, and VICTOR ROUGIER, of the city and
district of Montreal, merchants, carrying on business
at Montreal aforesaid, under the style and firm
of "Royer & Rougier Frères," Plaintiffs; against
the lands and tenements of EMILE LAVIGNE, of
the city and district of Montreal, Defendant.

A lot made up of lot number twenty-eight, of the ninth part of the fief Closse, and now known and described as being a part of the lot of land known and described as number one thousand and nineteen (1019), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, said lot containing forty-two feet in width by a depth of seventy feet, french measure, more or less; bounded in front by Saint Dominique street, in rear by part of the said lot No. 1019, belonging to the estate Gotlieb Frederick Reinhardt or representatives, on the north west side by the part of lot No. 1020, of the said official plan and book of reference hereinafter secondly described, and on the south-east side by Roy street—with a brick house and dependencies thereon erected.

2. A lot now known as being the rear part or half of the lot of land known and described as number one thousand and twenty (1020), on the official plan and book of reference of the said Saint

sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, contenant environ quarante-deux pieds de largeur sur la dite rue Saint-Dominique (étant le front de la dite arrière partie du dit lot No. 1020), sur une profondeur d'environ soixante et dix pieds, plus ou moins; bornée en front par la dite rue Saint-Dominique, en arrière par la partie du dit lot numéro mille vingt (No 1020), ayant front sur la rue Saint-Laurent, du côté sud-est par la partie du dit lot No 1019, ci-dessus en premier lieu décrite, et du côté nord-ouest par le lot numéro mille vingt et un, des dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis—avec une maison en bois lambrissée en briques, contenant quatre logements et dépendances dessus érigés, avec l'usage du passage de dix pieds de largeur, conduisant de la susdite arrière partie du dit lot No 1020 à la dite rue Saint-Laurent, cet usage du dit passage devant être commun avec et pour le résidu du dit lot No 1020 et du lot numéro mille vingt-deux, des dits plan et livre de renvois officiels du dit quartier Saint-Louis. Le dit emplacement est sujet à la réserve faite par les auteurs de Emile Tessier dit Lavigne et du présent vendeur, de bâtir au-dessus du passage à une hauteur de dix pieds du sol.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 18 décembre 1901. 4673
[Première publication, 21 décembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } C. NAPOLEON FORTIN, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de D. LAIRD, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la dite cité, comme formant partie du lot officiel numéro deux cent cinquante et un (251), la dite partie contenant douze pieds six pouces (12.6) de largeur sur vingt-cinq pieds (25) de profondeur; borné en front vers le nord-est par la rue Saint-Thimothé, ci-devant rue Jacques-Cartier, en profondeur par le lot officiel numéro deux cent cinquante-deux (252), du côté nord-ouest par une ligne de douze pieds et six pouces (12.6) à partir de la ligne du numéro deux cent cinquante et un (251), et du côté sud-est par le résidu du dit lot numéro deux cent cinquante et un (251)—avec une maison à deux étages lambrissée en briques, avec mansardes, l'entrée portant le numéro civique soixante et six (66), de la rue Saint-Thimothé, et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 17 décembre 1901. 4671
[Première publication, 21 décembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } D. DEMOISELLE MATHILDA BURNS, fille majeure et usant de ses droits, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOHN F. MACKIE, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal écuyer, avocat, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans la ville de Westmount, décrit et composé de : (1) Lot subdivision sept, du lot subdivision trois, sur le plan de subdivision du lot connu et désigné sous le numéro trois cent soixante et quatorze, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (No 374-3-7), contenant vingt pieds de largeur

Louis ward, of the said city of Montreal, containing about forty-two feet in width on Saint Dominique street (being the front of the said rear part of said lot No. 1020), by a depth of about seventy feet, more or less; bounded in front by the said Saint Dominique street, in rear by the part of said lot number one thousand and twenty (No. 1020), having its front on Saint Lawrence street, on the south east side by the part of the said lot No. 1019, herein above firstly described, and on the north west side by lot number one thousand and twenty-one, of the said official plan and book of reference of the said Saint Louis ward—with a wooden house cased in brick, containing four dwellings and dependencies thereon erected, with the use of the passage ten feet wide, leading from the said rear part of the said lot No. 1020 to the said Saint-Lawrence street, this use of the said passage to be in common with and for the residue of said lot No. 1020 and of the lot number one thousand and twenty-two, of the said official plan and book of reference of the said Saint Louis ward. Said lot is subject to the reservation made by the predecessors of Emile Tessier dit Lavigne and of the present vendor, of building over the passage at a height of ten feet from the ground.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 18th December, 1901. 4674
[First published, 21st December, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } C. NAPOLEON FORTIN, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of D. LAIRD, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated upon the official plan and in the book of reference of the Saint James ward, of the said city, as forming part of official lot number two hundred and fifty-one (251), the said part containing twelve feet and six inches (12.6) in width by twenty-five feet (25) in depth; bounded in front towards the north east by Saint Thimothé street, formerly Jacques-Cartier street; in depth by official lot number two hundred and fifty-two (252), on the north west side by a line twelve feet and six inches (12.6) distant from line of number two hundred and fifty-one (251), and on the south east side by the residue of said lot number two hundred and fifty-one (251)—with a two story frame encased with brick building, with attics, the entrance whereof bears the civic number sixty-six (66), of Saint Thimothé street, and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 17th December, 1901. 4672
[First published, 21st December, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } M. MISS MATHILDA BURNS, of the city and district of Montreal, fille majeure et usant de ses droits, Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN F. MACKIE, of the town of Westmount, in the district of Montreal, esquire, advocate, Defendant.

That certain piece or parcel of land situate in the town of Westmount, described and composed of : (1) Lot subdivision seven, of lot subdivision three, upon the subdivision plan of the lot known and designated as number three hundred and seventy four, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (No.

sur cent quinze pieds de profondeur, et de : (2) La partie sud-est de la subdivision huit, de la dite subdivision trois, sur le dit plan de subdivision du dit lot officiel numéro trois cent soixante et quatorze, de la municipalité de la paroisse de Montréal, (S. E. partie de 374-3-8), la dite partie sud-est de la dite subdivision contenant cinq pieds de largeur sur cent quinze pieds de profondeur; borné en front, au nord-est, par l'avenue Wood, en arrière par une ruelle en commun, étant le lot No 374-3-35, d'un côté au sud-est par la subdivision sept ci-dessus décrite (No 374-3-7), et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu de la subdivision huit (374-3-8), appartenant à Dame Mary Ann Holgate, épouse de Joseph Logan Thompson ou représentants.

Le susdit lot de subdivision 374-3-7 et partie du lot de subdivision 374-3-8 étant contigus, formant ensemble le dit morceau de terre qui est borné comme suit : en front, au nord-est, par l'avenue Wood, en arrière par la dite ruelle en commun 374-3-35, d'un côté, au sud-est, par une autre ruelle en commun, étant le lot numéro 374-3-6, et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu de la dite subdivision huit (374-3-8) avec une maison à deux étages en briques solides sus-érigées; le mur du côté nord-ouest d'icelle est mitoyen et en commun avec la propriété saisie et la propriété voisine sur le côté nord-ouest, appartenant à la dite Dame Mary Ann Holgate ou représentants; avec le droit de se servir en commun avec les autres personnes de la dite ruelle en arrière et la dite ruelle sur le côté sud-est de la dite propriété, et aussi des ruelles communiquant avec icelles.

Pour être vendus dans mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 19 décembre 1901. 4583
Première publication du 14 décembre 1901 est nulle.

[Première publication, 21 décembre 1901]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 2740. } **LE FRANCO CANADIEN,**
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de CLEMENT LAFLEUR, de la ville de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, comme formant la partie nord-est du lot officiel numéro quatre cent dix-huit A (No 418A, partie nord-est) de la contenance, la dite partie nord-est, d'environ trente pieds de front sur une profondeur irrégulière dans la ligne sud-ouest, et régulière de cent vingt-quatre (124) pieds dans la ligne nord-est, mesurant à la profondeur vingt-sept pieds (27), mesure anglaise, et plus ou moins, et tel qu'actuellement enclos; tenant en front à la rue Notre-Dame ouest, en profondeur et du côté nord-est au lot officiel numéro quatre cent dix-neuf (419), et du côté sud-ouest au résidu du susdit lot officiel numéro quatre cent dix-huit A (418 A)—avec une bâtisse à façade en pierre, comprenant magasin et logement, et dépendances, avec droit de passage dans le passage mitoyen qui existe entre la partie du lot présentement désigné et le résidu d'icelui.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIÈME jour de JANVIER prochain (1902), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 26 novembre 1901. 4379-2
[Première publication, 30 novembre 1901.]

(374-3-7), containing twenty feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, and of : (2) The south easterly part of subdivision eight, of said subdivision three, upon said subdivision plan of said official lot number three hundred and seventy-four, of the municipality of the parish of Montreal (S. E. part of 374-3-8), containing said south easterly part of said subdivision five feet in width by one hundred and fifteen feet in depth; bounded in front, to the north east, by Wood avenue, in rear by a lane in common, being lot No. 374-3-35, on one side to the south east by subdivision seven above described (No. 374-3-7), and on the other side, to the north west, by the remainder of subdivision eight (374-3-8), belonging to Dame Mary Ann Holgate, wife of Joseph Logan Thompson or representatives.

The foregoing subdivision lot 374-3-7 and part of subdivision lot 374-3-8 being contiguous to each other, forming together said piece of land which is bounded as follows : in front, to the north east, by Wood avenue, in rear by said common lane 374-3-35, on one side, to the south east, by another lane in common, being lot number 374-3-6, and on the other side, to the north west, by the remainder of said subdivision eight (374-3-8) — with a two story solid brick house thereon erected; the north westerly end or gable wall of which is mitoyen and common between the property seized and the adjoining property on the north west side, belonging to the said Dame Mary Ann Holgate or representatives; with the right of use in common with others of said lane in rear and said lane on the south east side of said property, and also of the lanes communicating with the same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 19th December, 1901. 4584
First publication of 14th December, 1901, is null.

[First published, 21st December, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No 2740. } **LE FRANCO CANADIEN,**
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of CLEMENT LAFLEUR, of the town of Saint Henri, district of Montreal, Defendant.

A lot situate in the city of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, as forming the north east part of the official lot number four hundred and eighteen A (No. 418 A. N. E. pt.), said north east part containing about thirty feet in front by an irregular depth on the south west alignment, and regular of one hundred and twenty-four (124) feet on the north east alignment, measuring in depth twenty-seven (27) feet, english measure, and more or less, and such as actually fenced in; bounded in front by Notre Dame street west, in depth and on the north east side by the official lot number four hundred and nineteen (419), and on the south west side by the residue of the said official lot number four hundred and eighteen A (418 A)—with a stone front house, comprising a shop and dwelling and dependencies, with right of passage in the common passage existing between the part of lot now described and the residue thereof.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JANUARY next (1902), at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 26th November, 1901. 4380
[First published, 30th November, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **MICHAEL GUERIN**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre connu sous le numéro un, de la subdivision officielle du lot neuf cent cinquante et un, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, (951-1), contenant deux mille trois cent cinquante-cinq pieds en superficie, mesure anglaise ; tenant devant à la rue Saint-Antoine, derrière au numéro trois, de la dite subdivision, au côté sud-ouest au numéro deux, de la même subdivision, le séparant de la ruelle Saint-David, au côté nord-est au lot officiel numéro neuf cent cinquante, du dit quartier—avec la maison en pierre à deux étages, indiquée sous les numéros 42 et 42½ de la dite rue Saint-Antoine, et dépendances, le pignon nord-est de la dite maison étant mitoyen et avec droit de passage, tant à pied qu'en voiture, à perpétuité, sur l'arrière partie du dit lot de subdivision numéro deux (951-2), pour communiquer de l'arrière du lot ci-dessus saisi avec la dite ruelle Saint-David, excepté seize pieds (mesure anglaise) de l'arrière partie de la profondeur de ce même lot par toute la largeur d'icelui.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1902), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 26 novembre 1901. [Première publication, 30 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **NAPOLÉON RHEAUME**, No 2404, marchand, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **MELINA DAVID**, épouse séparée de biens de **William Rickner**, tous deux ci-devant de Montréal, et maintenant de la Pointe-Claire, district de Montréal, le dit **William Rickner** en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé sur la rue Berri, en la cité de Montréal, composé du lot de terre connu sous le numéro quatre, de la subdivision du lot originaire numéro douze cent trois (1203-4), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, et de la partie nord-ouest du lot numéro cinq, de la même subdivision, contenant en totalité quarante-et-un pieds et demi de front par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins ; la dite partie nord-ouest étant bornée en front par la rue Berri, en arrière par partie du lot numéro douze cent deux (1202), au nord-ouest par le lot numéro quatre (4), et au sud-est par le résidu du lot numéro cinq (5), des plans susdits—avec une maison en bois et brique, portant les numéros civiques de 772 à 778 de la rue Berri, et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain (1902), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 27 novembre 1901. [Première publication, 30 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : **THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, a body politic and corporate duly incorporated and having its chief office in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **MICHAEL GUERIN**, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land known as number one, of the official subdivision of lot nine hundred and fifty-one, on the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, (951-1), containing two thousand three hundred and fifty-five feet in area, english measure ; bounded in front by Saint Antoine street, in rear by number three, of the said subdivision, on the south west side by number two, of the said subdivision, separating it from Saint David lane, on the north east side by the official lot number nine hundred and fifty, of the said ward—with the two story stone house thereon erected, shewn as numbers 42 and 42½ of the said Saint Antoine street, and dependencies, the north east gable wall of the said house being common and with the right of passage, both on foot and driving, forever, on the rear portion of the said subdivision lot number two (951-2), to communicate from the rear of the lot above seized with the said Saint David lane, except sixteen feet (english measure) of the rear portion of the depth of the said lot by the whole width thereof.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JANUARY next (1902), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 26th November, 1901. [First published, 30th November, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : **NAPOLÉON RHEAUME**, No. 2404, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **MELINA DAVID**, wife separated as to property of **William Rickner**, both formerly of Montreal, and now of la Pointe-Claire, district of Montreal, the said **William Rickner** for the purposes hereof to authorize his wife, Defendants.

Seized as belonging to the said female defendant the following immovable, to wit :

An emplacement situate on Berri street, in the city of Montreal, composed of the lot of land known as number four, of the subdivision of lot number twelve hundred and three (1203-4), on the official plan and in the book of reference for Saint James ward, and of the north west part of lot number five, of the same subdivision, containing altogether forty-one and a half feet in front by eighty feet in depth, more or less ; the said north west part being bounded in front by Berri street, in rear by part of lot number twelve hundred and two (1202), to the north west by lot number four (4), and to the south east by the remainder of lot number five (5), of the said plans—together with a wooden and brick house, bearing municipal numbers from 772 to 778 of the Berri street, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JANUARY next (1902), at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 27th November, 1901. [First published, 30th November, 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Ottawa, à savoir : } **U**BALDE GARAND ET
No 1978. } **T**ANCREDE D. TERROUX, tous deux banquiers, des cité et district de Montréal, et faisant affaires comme tels sous les nom et raison de Garand, Terroux & Cie, Demandeurs ; contre **ROBERT HUGHES CONROY ET WILLIAM JACKSON CONROY**, tous deux de la ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, et faisant affaires ensemble sous les nom et raison de R. & W. Conroy, Défendants, à savoir :

1° Le lot numéro sept cent vingt-sept (727), des plan et livre de renvoi officiels pour la ville d'Aylmer, dans le comté de Wright et district d'Ottawa, situé au coin des rues Parker et Charles, dans la dite ville—avec la résidence et autres bâtisses dessus construites.

2° Le lot numéro sept cent vingt-huit (728), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville, situé au coin des rues Parker et Principale, dans la dite ville.

3° Le lot numéro seize cent soixante-quatre (1664) et seize cent soixante-trois (1663), (faisant front à la rue Charles), dix-sept cent sept (1707) et dix-sept cent huit (1708), (faisant front à la rue Principale), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville—avec la résidence en pierre et autres bâtisses dessus construites. Pour être vendu en un seul lot.

4° Les lots numéros seize cent soixante-cinq (1665), seize cent soixante-six (1666) et seize cent soixante-sept (1667), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, situés sur la rue Charles, dans la dite ville.

5° Les lots numéros dix-sept cent six (1706), dix-sept cent cinq (1705) et dix-sept cent quatre (1704), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, situés sur la rue Principale, dans la dite ville.

6° Les lots numéros dix-sept cent trois (1703) et dix-sept cent deux (1702), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, situés au coin des rues Principale et Dalhousie, dans la dite ville.

7° Les lots numéros seize cent soixante-huit (1668) et seize cent soixante-neuf (1669), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, situés au coin des rues Charles et Dalhousie, dans la dite ville.

8° Le lot numéro dix-sept cent un (1701), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, situé sur la rue Principale, dans la dite ville.

9° Le lot numéro seize cent soixante-dix (1670), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, situé sur la rue Charles, dans la dite ville.

10° Le lot numéro seize cent soixante-douze (1672), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, situé sur la rue Charles, dans la dite ville—avec la résidence et autres bâtisses dessus construites.

11° Le lot numéro deux mille cent soixante neuf (2169), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, faisant front à la rivière Ottawa au bout ouest de la rue Principale, dans la dite ville—avec la bâtisse en pierre dessus construites et autres améliorations faites.

12° Le lot numéro seize (16), de la subdivision officielle du numéro deux mille vingt et un (2021-16), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, situé sur la rue McLaren, dans la dite ville.

13° Le lot numéro deux (2), de la subdivision officielle du numéro deux mille cent soixante seize

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } **U**BALDE GARAND AND **T**ANCREDE D. TERROUX, both bankers, of the city and district of Montreal, and doing business together as such under the name and style of Garand, Terroux & Co., Plaintiffs ; against **ROBERT HUGHES CONROY AND WILLIAM JACKSON CONROY**, both of the town of Aylmer, in the district of Ottawa, and doing business together under the name and style of R. & W. Conroy, Defendants, to wit :

1. Lot number seven hundred and twenty-seven (727), of the official plan and book of reference for the town of Aylmer, in the county of Wright, and district of Ottawa, situate on the corner of Parker and Charles streets, in said town—with the dwelling and other buildings thereon erected.

2. Lot number seven hundred and twenty-eight (728), of the official plan and book of reference, for said town, situate on the corner of Parker and Main streets, in said town.

3. Lot number sixteen hundred and sixty-four (1664) and sixteen hundred and sixty three (1663), (facing Charles street), seventeen hundred and seven (1707) and seventeen hundred and eight (1708), (facing Main street), of the official plan and book of reference for the said town—with the stone residence and other buildings thereon erected. To be sold in one block.

4. Lots numbers sixteen hundred and sixty-five (1665), sixteen hundred and sixty-six (1666) and sixteen hundred and sixty-seven (1667), of the official plan and book of reference, for said town, situate on Charles street, in said town.

5. Lots numbers seventeen hundred and six (1706), seventeen hundred and five (1705) and seventeen hundred and four (1704), of the official plan and book of reference for said town, situate on Main street, in said town.

6. Lots numbers seventeen hundred and three (1703) and seventeen hundred and two (1702), of the official plan and book of reference for said town, situate on the corner of Main and Dalhousie streets, in said town.

7. Lots numbers sixteen hundred and sixty-eight (1668) and sixteen hundred and sixty-nine (1669), of the official plan and book of reference for said town, situate on the corner of Charles and Dalhousie streets, in said town.

8. Lot number seventeen hundred and one (1701), of the official plan and book of reference for said town, situate on Main street, in said town.

9. Lot number sixteen hundred and seventy (1670) of the official plan and book of reference for said town, situate on Charles street, in said town.

10. Lot number sixteen hundred and seventy-two (1672), of the official plan and book of reference for said town, situate on Charles street, in said town—with the dwelling and other buildings thereon erected.

11. Lot number twenty-one hundred and sixty-nine (2169), of the official plan and book of reference for said town, facing the Ottawa river at the west end of Main street, in said town—with the stone building and other improvements thereon erected.

12. Lot number sixteen (16), of the official subdivision of the number two thousand and twenty-one (2021-16), of the official plan and book of reference for said town, situate on McLaren street, in said town.

13. Lot number two (2), of the official subdivision of the number twenty-one hundred and seventy-six

(2176-2), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, situé sur la rue McDougall, dans la dite ville.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif,
Hull, 27 novembre 1901. 4425-2
La première publication du 16 du courant est nulle.

[Première publication, 30 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS. Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ;
No 2801. } contre ISIDORE TRUDEL ET SAMUEL PLAMONDON, conjointement et solidairement, tous deux de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir :

1° La subdivision No 75 (soixante-quinze), du lot No 3755 (trois mille sept cent cinquante-cinq), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Marchand—circonstances et dépendances ; sujet à une rente constituée de \$9.50, payable à la communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le premier de mai chaque année.

2° La subdivision No 76 (soixante-seize), du lot No 3755 (trois mille sept cent cinquante-cinq), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Marchand—circonstances et dépendances ; sujet à une rente constituée de \$7.60, payable à la communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le premier de mai chaque année.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif,
Québec, 19 décembre 1901. 4705
[Première publication, 21 décembre 1901.]

FIERI FACIAS. Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ;
No 2807. } contre le révérend PATRICK FRANCIS JOSEPH O'REILLY, de la paroisse de Saint-Patrick's de Beauvillage, dans le comté de Lotbinière, dans le district de Québec, à savoir :

1° Le lot No 2225 (deux mille deux cent vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$9.01, payable aux Ursulines de Québec, le premier mai.

2° Le lot No 2226 (deux mille deux cent vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Le lot No 2224 (deux mille deux cent vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue De Courcelles—circonstances et dépendances.

4° Le lot No 2227 (deux mille deux cent vingt-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-

(2176-2), of the official plan and book of reference for said town, situate on McDougall street, in said town.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the THIRTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff,
Hull, 27th November, 1901. 4426
The first publication of the 16th instant is null.

[First published, 30th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS. Recorder's Court

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ;
No. 2801. } against ISIDORE TRUDEL AND SAMUEL PLAMONDON, jointly and severally, both of our city of Québec, in our district of Québec, to wit :

1. Subdivision No. 75 (seventy-five), of lot No. 3755 (three thousand seven hundred and fifty-five), of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Québec, being a lot situate on Marchand street—circumstances and dependencies ; subject to a constituted rent of \$9.50, payable to the Community of the Nuns of the Hôtel Dieu de Québec, on the first of May of every year.

2. Subdivision No. 76 (seventy-six), of lot No. 3755 (three thousand seven hundred and fifty-five), of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Québec, being a lot situate on Marchand street—circumstances and dependencies ; Subject to a constituted rent of \$7.60, payable to the Community of the Nuns of the Hôtel Dieu de Québec, on the first May of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's office, Sheriff,
Québec, 19th December, 1901. 4706
[First published, 21st December, 1901.]

FIERI FACIAS. Recorder's Court.

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ;
No. 2807. } against the reverend PATRICK FRANCIS JOSEPH O'REILLY, of the parish of Saint Patrick's de Beauvillage, in the county of Lotbinière, in the district of Québec, to wit :

1. Lot No. 2225 (two thousand two hundred and twenty-five), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Valier street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$9.01, payable to the Ursulines of Québec, the first of May.

2. Lot No. 2226 (two thousand two hundred and twenty-six), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on Saint Valier street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 2224 (two thousand two hundred and twenty-four), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on De Courcelles street—circumstances and dependencies.

4. Lot No. 2227 (two thousand two hundred and twenty-seven), of the official cadastre for the parish

Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue De Courcelles—circonstances et dépendances. Sujet les lots en troisième et quatrième lieu décrits, en bloc, à une rente annuelle de \$16.02, payable aux Ursulines de Québec, le premier de mai.

Tous les lots susdits pour être vendus en bloc à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 19 décembre 1901. 4659
[Première publication, 21 décembre 1901.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1119. } L contre ELEONORE
COUTURE, épouse séparée de biens de Joseph Bussière, faisant affaires dans la cité de Québec, comme entrepreneur sous le nom de Joseph Bussière et Compagnie, et le dit Joseph Bussière, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, mis en cause pour assister sa dite épouse, à savoir :

1° Le lot No 3344 (trois mille trois cent quarante-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Richelieu—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$3.60, payable aux Ursulines de Québec, le premier mai, chaque année.

2° Le lot No 3495 (trois mille quatre cent quatre-vingt-quinze), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Olivier—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$1.77, payable à la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 19 décembre 1901. 4703
[Première publication, 21 décembre 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } EUGENE LARUE, de la
No 1037. } E paroisse de Saint-François-de-Sales de la Pointe aux Trembles, dans le comté de Portneuf, rentier ; contre OWEN MAGUIRE O'DONNELL, de la paroisse de Saint-Gilles, dans le comté de Lotbinière, marchand, à savoir :

Le lot No 189 (cent quatre-vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gilles, étant une terre située sur le chemin public, rang commencement ouest—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, le DIXIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 5 décembre 1901. 4491-2
[Première publication, 7 décembre 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } D. ASSISE ROUSSEAU, de
No. 2017. } D. la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse ; contre TELESPIHORE VIEN, de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, à savoir :

1° Le lot No 43 (quarante-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant un terrain situé au premier rang—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 49 (quarante-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont,

of Saint Sauveur de Quebec, being a lot of land situate on De Courcelles street—circumstances and dependencies. The lots thirdly and secondly described being subject (*en bloc*), to a yearly rent of \$16.02, payable to the Quebec Ursulines, on the first of May.

The whole of the said lots to be sold together (*en bloc*), at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 19th December, 1901. 4660
[First published, 21st December, 1901.]

FIERI FACIAS
Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1119. } T against ELEONORE COU-
TURE, wife separated as to property from Joseph Bussière, doing business in the city of Quebec, as a contractor under the name of Joseph Bussière and Company, and the said Joseph Bussière, of our city of Québec, in our district of Québec, *mis en cause* to assist his said wife, to wit :

1° Lot No. 3344 (three thousand three hundred and forty four), of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Québec, being a lot situate on Richelieu street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$3.60, payable to the Ursulines Nuns of Québec, on the first of May of every year.

2° Lot No. 3495 (three thousand four hundred and ninety five), of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Québec, being a lot situate on Saint Olivier street—circumstances and dependencies. Subject to constituted rent of \$1.77, payable to the Community of the Nuns of the Hôtel-Dieu de Québec, on the 29th of June of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 19th December, 1901. 4704
[First published, 21st December, 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } EUGENE LARUE, of the
No. 1037. } E parish of Saint François-de-Sales de la Pointe aux Trembles, in the county of Portneuf, rentier ; against OWEN MAGUIRE O'DONNELL, of the parish of Saint Gilles, in the county of Lotbinière, merchant, to wit :

Lot No. 189 (one hundred and eighty-nine), of the official cadastre for the parish of Saint Gilles, being a lot of land situate on the public road, range west commencement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gilles, county of Lotbinière, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 5th December, 1901. 4492
[First published, 7th December, 1901.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } D. ASSISE ROUSSEAU, of
No. 2017. } D. the parish of Saint Michel, county of Bellechasse, against TELESPIHORE VIEN, of the parish of Saint Etienne de Beaumont, to wit :

1. Lot No. 43 (forty-three), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a lot situate in the first range—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 49 (forty-nine), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beau-

étant un lot de terre situé au premier rang—circonstances et dépendances.

3° Le lot No 50 (cinquante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant un lot de terre situé au premier rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 5 décembre 1901. [Première publication, 7 décembre 1901.]

Shérif, 4495-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } EUGENE LARUE, de la paroisse de Saint-François-de-Sales de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Portneuf ; contre OWEN MAGUIRE O'DONNELL, de la paroisse de Saint-Gilles, dans le comté de Lotbinière, marchand, et FRANCIS O'DONNELL, de la cité de Québec, marchand, à savoir :

Le lot No 188 (cent quatre vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gilles, étant une terre située sur le chemin public, rang commencement ouest—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gilles, comté de Lotbinière le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 5 décembre 1901. [Première publication, 7 décembre 1901.]

Shérif, 4493-2

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } TRUMAN MAXFIELD, Demandeur ; contre BARNET MAXFIELD, Défendeur.

Une terre située dans le canton de Barnston, dans le comté de Stanstead, district de Saint-François, contenant soixante-onze acres et cinquante-six centièmes d'acre de terre en superficie, et étant maintenant connue et désignée sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Barnston, comme lots numéros deux D (No 2 D), deux F (No 2 F), trois C (No 3 C), trois D (No 3 D) et trois F (No 3 F), tous dans le septième rang—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 27 novembre 1901. [Première publication, 30 novembre 1901.]

Shérif, 4423-2

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

mont, being a lot of land situate in the first range—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 50 (fifty), of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a lot of land situate in the first range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Etienne de Beaumont, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 5th December, 1901. [First published, 7th December, 1901.]

Sheriff, 4496

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } EUGENE LARUE, of the parish of Saint François-de-Sales de la Pointe aux Trembles, in the county of Portneuf ; against OWEN MAGUIRE O'DONNELL, of the parish of Saint Gilles, in the county of Lotbinière, merchant, and FRANCIS O'DONNELL, of the city of Québec, merchant, to wit :

Lot No. 188 (one hundred and eighty-eight), of the official cadastre for the parish of Saint Gilles, being a lot of land situate on the public road, range west commencement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gilles, county of Lotbinière, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 5th December, 1901. [First published, 7th December, 1901.]

Sheriff, 4494

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } TRUMAN MAXFIELD, Plaintiff ; against BARNET MAXFIELD, Defendant.

A farm situate in the township of Barnston, in the county of Stanstead, district of Saint Francis, containing seventy-one acres and fifty-six hundredths of an acre of land in superficies, and being now known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Barnston, as lots numbers two D (No. 2 D), two F (No. 2 F), three C (No. 3 C), three D (No. 3 D) and three F (No. 3 F), all in the seventh range—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the THIRTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 27th November, 1901. [First published, 30th November, 1901.]

Sheriff, 4424

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.*

Canada, Province de Québec, District de St. Hyacinthe, No 457. } **A**NDRÉ PARENT, Demandeur; vs. **J**EAN BAPTISTE RODIER, Défendeur.

La jouissance et usufruit, la vie durant du dit Jean Baptiste Rodier et de Dame Aurélie Vincent, son épouse, d'un immeuble situé dans la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, sur le rang Sainte-Charlotte, de deux arpents de largeur sur vingt et un arpents de profondeur, plus ou moins; le dit immeuble étant désigné sur le numéro soixante et cinq (No 65), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses et dépendances dessus érigées; la dite jouissance et usufruit constituée par et en vertu d'une donation consentie par Louis Rodier au dit Jean Baptiste Rodier et épouse, le vingt-un février mil huit cent quatre-vingt sept, par acte devant P. S. Beauregard, notaire, enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Bagot, R. B. Vol. 22, No 19,499.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le **TRENTE ET UNIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Saint Hyacinthe, 26 novembre 1901. Shérif. 4375-2
[Première publication, 30 novembre 1901.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du dix-huitième jour de décembre 1901, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Ottawa, Messieurs Napoléon Allard, marchand, de Chénéville, dans le canton Hartwell, et Montézuma Romuald Gendron, agent des terres, et John Patrick Logue, marchand, dans le canton Maniwaki, comté d'Ottawa. 4717

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du treizième jour de décembre 1901, incorporant Charles Horace Flamand, marchand; Arthur Ernest Paquette, avocat; Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire public; Napoléon Rousseau, commerçant; Théodore Goulet, manufacturier; Joseph Noé Farley, pharmacien, et Joseph William Aubin, maître de poste, tous du village de Shawinigan Falls, dans la province de Québec, dans les buts suivants, savoir:

Exercer l'industrie d'imprimeur et éditeur de journaux, ouvrages périodiques et autres publications dans toute la province de Québec; exercer dans toute la dite province l'industrie d'imprimeur, graveur, lithographe et relieur en général, dans toutes ses parties, sous le nom de "La Compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls," avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent actions (100), de cinquante (\$50) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce soizième jour de décembre 1901.

JOS. BOIVIN,
4721 Sous-Secrétaire de la province.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.*

Canada, Province de Québec, District de St. Hyacinthe, No. 457. } **A**NDRE PARENT, Plaintiff; vs. **J**EAN BAPTISTE RODIER, Defendant.

The use, enjoyment and usufruct, during the lifetime of the said Jean Baptiste Rodier and of Dame Aurélie Vincent, his wife, of an immoveable situated in the parish of Saint Liboire, Bagot county, on Sainte Charlotte range, containing two acres in width by twenty one acres in depth, more or less; said immoveable being designated as lot number sixty-five (No. 65), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Liboire—with the buildings and dependencies thereon erected; said use, enjoyment and usufruct being constituted by virtue of a deed of gift *inter vivos* consented by Louis Rodier, to the said Jean Baptiste Rodier and his wife, executed before P. S. Beauregard, notary, on the twenty-first day of February, eighteen hundred and eighty-seven, registered in the Bagot county, registry office. R. B. Vol. 22, No. 19,499.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Liboire, on the **THIRTY-FIRST** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 26th November, 1901. Sheriff. 4376
[First published, 30th November, 1901.]

Appointment

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the eighteenth of December, 1901, to associate to the commission of the peace for the district of Ottawa, Messrs Napoléon Allard, merchant, of Chénéville, in the township of Hartwell, and Montezuma Romuald Gendron, land agent, and John Patrick Logue, merchant, in the township Maniwaki, county of Ottawa. 4718

Government Notice

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1901, incorporating Charles Horace Flamand, merchant; Arthur Ernest Paquette, advocate; Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary public; Napoléon Rousseau, trader; Théodore Goulet, manufacturer; Joseph Noé Farley, druggist, and Joseph William Aubin, postmaster, all of the village of Shawinigan Falls, in the province of Quebec, for the following purposes, viz:

To carry on the business of printing and publishing newspapers, periodicals and other publications throughout the province of Quebec; to carry on in the said province the business of printer, engraver, lithographer and binder generally, in all its branches, under the name of "La Compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred shares (100), of fifty dollars (\$50) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this sixteenth day of December, 1901.

JOS. BOIVIN,
4722 Deputy provincial secretary.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du onzième jour de décembre 1901, incorporant Walter Byron Neil, manufacturier; William Robert Webster, manufacturier; James Simpson Mitchell, marchand; Sylvester William Jenckes, manufacturier; Norman Neil Walley, entrepreneur; Daniel McManamy, marchand, et George Long, manufacturier, tous de la cité de Sherbrooke, et Sidney Spafford, gérant, du village de Lennoxville, dans la province de Québec, dans les buts suivants, à savoir :

D'acquérir et posséder, louer et tenir par tout titre légal, toutes telles terres, limites à bois, meubles et immeubles, appareils et droits, pouvoirs d'eau et privilèges et autres appartenances et améliorations qui peuvent être nécessaires ou utiles à ses affaires comme manufacturière de briques, commerçante de bois et entrepreneur, vendre et louer le tout ou toute partie d'iceux ou en disposer autrement.

De manufacturer de la brique commune, pressée ou pressée de nouveau, ou de toute autre description, tuyaux de drainage et des tuiles, chaux, ciment et tous objets manufacturés avec de l'argile; de manufacturer, acheter et vendre du bois, bois de construction, bois de corde, bois de pulpe de toutes descriptions; d'acquérir et posséder, construire ou louer les factories, magasins, salles de ventes, bureaux, moulins, aqueduc, travaux et tramways électriques qui peuvent être nécessaires ou utiles, et en général de manufacturer et vendre de la brique, chaux, ciment, sable, bois, bois de pulpe, billots et bois et toute sorte de matériaux pour construction, et de faire et conduire des affaires en général comme entrepreneurs et commerçants et fournisseurs de matériaux pour construction de toute description.

De faire aucune et toutes choses ayant rapport à aucun et tous les susdits objets sous le nom de "Eastern Townships Brick & Manufacturing Company," avec un fond social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce treizième jour de décembre 1901.

4719 JOS. BOIVIN,
Sous-Secrétaire de la province.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 675.

Dame Julienne Michaud, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Joram Beaulieu, commerçant, tous deux de la cité de Québec.

LANE & GALIPEAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 14 décembre 1901. 4725

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Cas-sella Color Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the eleventh of December, 1901, incorporating Walter Byron Neil, manufacturer; William Robert Webster, manufacturer; James Simpson Mitchell, merchant; Sylvester William Jenckes, manufacturer; Norman Neil Walley, contractor; Daniel McManamy, merchant, and George Long, manufacturer, all of the said city of Sherbrooke, and Sidney Spafford, manager, of the village of Lennoxville, in the province of Quebec, for the following purposes, viz :

To acquire and own, lease and hold, by any legal title, all such lands, timber limits, real and movable property, plant and rights, water powers and privileges and other appurtenances and improvements as may be necessary or useful in connection with their business as manufacturers of brick, lumber dealers and contractors, and the same or any part thereof to sell, lease or otherwise dispose of.

To manufacture bricks common, pressed or re-pressed, or of any other description, drain and tile pipes, lime, cement and all manufactures of clay; to manufacture, purchase and sell timber, lumber, cord-wood and pulp-wood of all descriptions; to acquire and own, construct or lease such factories, store-rooms, sales-rooms, offices, mills, water-works, electrical works and tramways as may be found necessary or useful, and generally to manufacture and deal in bricks, lime, cement, sand, wood, pulp-wood, logs and lumber and all grades of builders materials, and to carry on and conduct a general business as contractors and traders and furnishers of building materials of all descriptions.

To do any and all things incidental to and for the proper and efficient carrying on of any and all of the above purposes under the name of "Eastern Townships Bricks and Manufacturing Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirteenth day of December, 1901.

4729 JOS. BOIVIN,
Deputy provincial secretary.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 675.

Dame Julienne Michaud, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Joram Beaulieu, trader, both of the city of Quebec.

LANE & GALIPEAULT,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 14th December, 1901. 4725

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' incorporation act," constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, in the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "Cas-sella Color Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) Faire les affaires de manufacturiers, importateurs et marchands de teintures, couleurs, drogues, effets chimiques et préparations chimiques et médicinales et en général de faire les affaires de marchands en gros et de manufacturiers.

(b) Acquérir les patentes, licences et droits qui peuvent être nécessaires aux fins mentionnées dans le paragraphe (a), et de les aliéner à volonté.

(c) Acquérir du stock dans les autres compagnies à fonds social.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$25,000.00, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et professions des requérants sont comme suit : Thomas Malcolm McCaw, comptable ; William John White, avocat et conseil du Roi ; Arthur William Patrick Buchanan, avocat, ; Edward H. Barker, avocat, tous de la cité de Montréal, et George Finley O'Halloran, avocat, de la ville de Westmount, tous de la province de Québec. Les dits W. J. White, G. F. O'Halloran et A. W. P. Buchanan seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 18 décembre 1901. 4691

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que les corporations municipales de la ville de Richmond, du canton de Melbourne et Brompton Gore et du village de Melbourne, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant les dites corporations à construire et à entretenir un pont de péage sur la rivière Saint-François, entre la ville de Richmond et le village de Melbourne, posséder le dit pont en commun, et pourvoir à l'émission de débetures par les diverses corporations ci-dessus nommées, emprunter de l'argent pour aider à la construction du dit pont, aussi afin de pourvoir à un bureau de direction.

La hauteur des arches ou ouvertures du pont, ne sera pas moins que six pieds au-dessus de la marque de la haute marée, et l'ouverture entre les piliers et culées ne sera pas moins que cent cinquante pieds.

Il n'y aura pas de pont-lévis.

Les péages qui seront exigés n'excéderont pas les taux suivants :

Pour toute personne à pied.....	.01
Pour toute voiture conduite par un cheval....	.05
Pour toute voiture conduite par deux chevaux.	.08
Pour tout cheval additionnel.....	.02
Pour tout cheval et cavalier.....	.04
Pour tout cheval, mule ou bétail.....	.02
Pour tout mouton, bouc, veau ou cochon....	.01

BROWN & MACDONALD,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, P. Q., 12 décembre 1901. 4707

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Daigneau, Demandeur ;
vs.
Moses Mendelsohn, marchand de chaussures, de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le seizième jour de décembre courant, par ordre de cette cour, j'ai

(a) To carry on the business of manufacturers, importers and dealers in dyes, dye stuffs, drugs, chemicals, and chemical and medicinal preparations, and generally to carry on business of wholesale merchants and manufacturers.

(b) To acquire such patents, licenses and rights as may be deemed necessary for the purposes set forth in clause (a), and to alienate the same at pleasure.

(c) To acquire stock in other joint stock companies.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$25,000.00, divided into 250 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Thomas Malcolm McCaw, accountant ; William John White, advocate and King's counsel ; Arthur William Patrick Buchanan, advocate ; Edward H. Barker, advocate, all of the city of Montreal, and George Finley O'Halloran, advocate, of the town of Westmount, all in the province of Quebec, of whom W. J. White, G. F. O'Halloran and A. W. P. Buchanan are to be the first or provisional directors of said company.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,
Solicitors for applicants.
Montreal, 18th December, 1901. 4692

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the municipal corporations of the town of Richmond, the township of Melbourne, and Brompton Gore and the village of Melbourne, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the said corporations to construct and maintain a toll bridge across the river Saint Francis, between the town of Richmond and the village of Melbourne, to hold the said bridge in common, and to provide for the issue of debentures by the several corporations above named, to borrow the money to aid in the construction of the said bridge, also to provide for a board of management.

The height of the arches or spans of the bridge will not be less than six feet above high water mark, and the span between the piers and abutments will not be less than one hundred and fifty feet.

There will be no drawbridge.

The tolls to be exacted will not exceed the following rates :

For every person on foot.....	.01
For every vehicle drawn by one horse.....	.05
For every vehicle drawn by two horses.....	.08
For every additional horse.....	.02
For every horse and rider.....	.04
For every horse, mule, or head of cattle.....	.02
For every sheep, goat, calf or pig.....	.01

BROWN & MACDONALD,

Attorneys for applicants.

Sherbrooke, P. Q., 12th December, 1901. 4708

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph Daigneau, Plaintiff ;
vs.
Moses Mendelsohn, boot and shoe dealer, of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that by order of this court, on the sixteenth day of December instant, I was

été nommé curateur des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau, sous 30 jours de cette date, pour assurer leur collocation pour dividende.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 17 décembre 1901. 4695

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
In re "Quebec China Hall", de Québec, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à mon bureau, 119, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 7 janvier 1902.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée, entre mes mains avant la date ci-dessus.

A. FAUCHER,
Curateur.

Québec, 21 décembre 1901. 4723

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Eug. T. Coulombe, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que Eug. T. Coulombe, marchand de Québec, a, le 19 décembre 1901, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEO. DARVEAU,
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 20 décembre 1901. 4715

Province de Québec, }
District de Montmagny. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de J. C. Chouinard, Saint-Charles, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge en date du 16 décembre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 18 décembre 1901. 4713

Province de Québec, }
District du Saguenay. } Cour Supérieure

Dans l'affaire de Eugène Tremblay, marchand, Malbaie, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 janvier 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 décembre 1901. 4711

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 172.

In re George Pineault, jr., imprimeur, de la cité de Montréal, Failli;

et
Joseph Arthur Chabot, Requérent.

Avis est par le présent donné que le dix-septième jour de décembre courant, par l'honorable juge Davidson, J. C. S., nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit George Pineault, jr., cédés le neuf décembre mille neuf cent un.

appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets, for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office, within 30 days from this date, to ensure their collocation for dividend.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street.
Montreal, 17th December, 1901. 4696

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.
In re "Quebec China Hall", of Quebec, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office, 119, Saint Peter street, Quebec, on or after the 7th day of January, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the day above mentioned.

A. FAUCHER,
Curator.

Quebec, 21st December, 1901. 4724

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.
In the matter of Eug. T. Coulombe, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that Eug. T. Coulombe, merchant, of Québec, has, on the 19th December, 1901, made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, for the district of Québec.

GEORGE DARVEAU,
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street,
Québec, 20th December, 1901. 4716

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } Superior Court.
In the matter of J. C. Chouinard, Saint Charles, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge, dated the 16th of December, 1901, I have been appointed curator to the above estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within thirty days from the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 18th December, 1901. 4714

Province of Quebec, }
District of Saguenay. } Superior Court.

In the matter of Eugène Tremblay, merchant, Murry Bay, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 7th of January, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 19th December, 1901. 4712

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 172.

In re George Pineault, jr, printer, of the city of Montreal, Insolvent;

and
Joseph Arthur Chabot, Petitioner.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge Davidson, J. C. S., on the seventeenth day of December instant, we have been appointed joint curators to the estate of the said George Pineault, jr, assigned on the ninth day of December, one thousand nine hundred and one.

Les créanciers devront produire leurs réclamations assermentées, à notre bureau, dans les trente jours de cet avis.

ST. AMOUR & DOUCET,
Curateurs conjoints.

Edifice New-York Life,
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 18 décembre 1901. 4687

Creditors are required to file their sworn claims, at our office, within thirty days from this notice.

ST. AMOUR & DOUCET,
Joint curators.

New York Life Building,
11, Place d'Armes.
Montreal, 18th December, 1901. 4688

Vente d'immeuble en vertu des Actes
concernant la Faillite.

Sale of Real Estate under Insolvent's
Acts.

Dans l'affaire de Dame Marie G. D. Laferrière,
Faillie.

In the matter of Dame Marie G. D. Laferrière,
Insolvent.

Le soussigné vendra par encan public aux salles 453, rue Saint-Jacques, MERCREDI, le 8e jour de JANVIER 1902, l'immeuble suivant :

The undersigned will sell by public auction, at the rooms 453, Saint James street, on WEDNESDAY, the 8th JANUARY, 1902, the following immovable.

Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, étant la partie nord-ouest du lot No 2, de la subdivision No 11, de la subdivision officielle du lot No 12 (N. O. partie de 12-11-2), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant 25 pieds de largeur sur cent dix pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front au nord-est par l'Avenue Park, en arrière par une ruelle connue comme subdivision No 17, du dit lot de subdivision No 11, du dit lot officiel No 12, d'un côté par le résidu du No 12-11-2, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot No 3, de la dite subdivision—avec bâtisses sus-érigées, et avec le droit de passage dans la dite ruelle en arrière.

A lot of land situate in the town of Saint Louis, in the county of Hochelaga, being the north west part of lot No. 2, of subdivision No. 11, of the official subdivision of lot No. 12 (N. W. part of 12-11-2), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing 25 feet in width by one hundred and ten feet six inches in depth, english measure, and more or less ; bounded in front to the north east, by Park Avenue, in rear by a lane known as subdivision No. 17, of said subdivision lot No. 11, of said official lot No. 12, on one side by the remainder of No. 12-11-2, and on the other side to the north west by lot No. 3, of said subdivision—with the buildings thereon erected, and with the right of passage in said lane in rear.

Vente à 10.30 a. m.

Sale at 10.30 a. m.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

A. W. STEVENSON,
Curator.

FRASER BROS.,
Commissaires priseurs.

FRASER BROS.,
Auctioneers.

Bank of Toronto Chambers.
Montréal, 18 décembre 1901. 4693

Bank of Toronto Chambers.
Montreal, 18th December, 1901. 4694

Règle de Cour

Rule of Court

Province de Québec,
District de Montréal. } Cour Supérieure pour
No 2189. } le Bas-Canada.

Province of Quebec, } Superior Court for Lower
District of Montreal. } Canada.
No. 2189.

Le dix-huitième jour de décembre dix-neuf cent-un.

The eighteenth day of December, nineteen hundred and one.

Norman L. Martin, Demandeur ;

Norman L. Martin, Plaintiff ;

vs.

vs.

Thomas Lilley, Défendeur.

Thomas Lilley, Defendant.

Sur ordre de cette cour, donné le dix-huitième jour de décembre mil neuf cent un, les créanciers du dit Thomas Lilley, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la Gazette Officielle de Québec, accompagnés d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civil.

Under the order of this court, given on the eighteenth day of December, nineteen hundred and one, the creditors of the said Thomas Lilley, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the Quebec Official Gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 673 and 674 of the Code of civil procedure.

4700

L. D. GAREAU,
P. C. B.

4710

L. D. GAREAU,
P. S. C.

Quoique les notes sont imparfaites dans le cahier il est à supposer que c'est terrain est convenu. - 28 Dec. 1901.

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 51*

ANNONCEURS :— Avis aux :—Concernant avis, etc., 2303 :

BARREAU :—Section de Saint-François :—Candidats à l'étude du droit, 2322.

Section de Montréal :—Candidats à l'étude du droit, 2321.

Section de Bedford :—Candidats à l'étude du droit, 2321.

BILLS PRIVÉS, P. FÉDÉRAL :—Avis au sujet des :—Sénat et Chambres des Communes, 2306.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2309 ; Conseil législatif, 2308.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Admettre Alex Legault à la pratique du droit, 2316 ; Admettre L. D. Eug. Rousseau à la pratique du notariat, 2316 ; Admettre William Kennett McKeown à la pratique du droit, 2316 ; Admettre Louis Savard à la pratique du notariat, 2315 ; Annexer le canton de Compton à la municipalité du comté de Stansted, 2312 ; Amendements à la charte de la cité de Montréal, 2312 ; Autorisation à construire un pont de péage, 2341 ; B. & S. H. Thompson Coy, 2312 ; Canada Switch & Spring Coy, 2314 ; Dme Helen Johnston, 2314 ; Définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de la succession Villeneuve, 2313 ; Disposer des biens de feu John McDougall et al, 2315 ; Etablissement d'un bureau d'enregistrement, etc., ville de Grand'Mère, 2312 ; Faire ratifier deux actes de vente, 2313 ; Henderson & Potts Coy, 2314 ; Incorporer la Cie de Pulpe de Métabetchouan, 2318 ; Incorporer les conférences de la société Saint-Vincent de Paul, 2312 ; Joachim Reid, 2315 ; La Cie du chemin de fer de Matane et Gaspé, 2316 ; La Cie du chemin de fer Saint-Laurent et Mégantic, 2317 ; La Cie hydraulique Saint-François, 2314 ; L. B. Alf. Charlebois, 2316 ; Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, 2317 ; Montreal Rolling Mills Coy, 2314 ; Pour la passation d'un acte à l'effet de changer le testament de Jos. Oct. Villeneuve, 2317 ; Ville de Joliette, 2313.

FAILLIS :—Casgrain, 2327 ; Chapelle, 2325 ; Clairoux, 2326 ; Clément Lafleur Shoe Coy, 2327 ; Chouinard, 2342 ; Coulombe, 2342 ; Dauplaise, 2326 ; Desmarais, 2326 ; Foisy, 2326 ; Masterman, 2327 ; Mendelshon, 2341 ; Pineault, 2342 ; Poulin, 2327 ; Quebec China Hall, 2842 ; Sloggett, 2325 ; The Mackinnon Tea Coy, 2326 ; Tremblay, 2342.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—A. C. Larivière, 2325 ; Cassella Color Coy, 2340 ; Eastern Township Brick & Manufacturing Coy, 2340 ; La Cie F. X. Bertrand, 2324 ; La Société Anonyme des Théâtres, 2323 ; The Laineau Manufacturing Coy, 2324 ; The Arthabaska Water Power Coy, 2322 ; The Hodgson Iron & Tube Coy, 2322.

LETTRES PATENTES ÉMISSES :—La Cie d'Imprimerie de Shawinigan Falls, 2339 ; The Garth Coy, 2304.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :—De P. S. Grandpré à M. Eug. Labrèche, 2306.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 51*

ADVERTISERS :— Notice to :—Respecting notices &c. 2303.

BAR :—Section of Saint Francis :—Candidates to study of law, 2322.

Section of Montreal :—Candidates to study of law, 2321.

Section of Bedford :—Candidates to study of law, 2321.

PRIVATE BILLS, FEDERAL P. :— Notices respecting the :—Senate and House of Commons, 2306.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 2309 ; Legislative Council, 2308.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To admit Alex Legault to the practice at law, 2316 ; To admit L. D. Eug. Rousseau to the practice as notary, 2316 ; To admit William Kennett McKeown to the practice at law, 2316 ; To admit Louis Savard to the practice as notary, 2315 ; To Annex the township of Compton to the municipality of the county of Stansted, 2312 ; Amendments to the charter of the city of Montreal, 2312 ; Authorization to construct a toll bridge, 2341 ; B. & S. H. Thompson Coy, 2312 ; Canada Switch & Spring Coy, 2314 ; Dme Helen Johnston, 2314 ; To define the powers of testamentary executors of the estate Villeneuve, 2313 ; To dispose of the estate of the late John McDougall et al, 2315 ; Establishment of a registry office &c., town of Grand'Mère, 2312 ; To ratified two deeds of sale, 2313 ; Henderson & Potts Coy, 2314 ; To incorporate Cie de Pulpe de Métabetchouan, 2318 ; To incorporate the conferences of the Saint Vincent de Paul Society, 2312 ; Joachim Reid, 2315 ; La Cie du chemin de fer de Matane et Gaspé, 2316 ; La Cie du chemin de fer Saint Laurent et Mégantic, 2317 The Saint Francis hydraulic Coy, 2314 ; L. B. Alf. Charlebois, 2316 ; Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, 2317 ; Montreal Rolling Mills Coy, 2314 ; For a bill to change the last will and testament of Jos. Oct. Villeneuve, 2317 ; Town of Joliette, 2313.

INSOLVENTS :—Casgrain, 2327 ; Chapelle, 2325 ; Clairoux, 2326 ; Clément Lafleur Shoe Coy, 2327 ; Chouinard, 2342 ; Coulombe, 2342 ; Dauplaise, 2326 ; Desmarais, 2326 ; Foisy, 2326 ; Masterman, 2327 ; Mendelshon, 2341 ; Pineault, 2342 ; Poulin, 2327 ; Quebec China Hall, 2342 ; Sloggett, 2325 ; The Mackinnon Tea Coy, 2326 ; Tremblay, 2342.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—A. C. Larivière, 2340 ; Cassella Color Coy, 2340 ; Eastern Township Brick & Manufacturing Coy, 2340 ; La Cie F. X. Bertrand, 2324 ; La Société Anonyme des Théâtres, 2323 ; The Laineau Manufacturing Coy, 2324 ; The Arthabaska Water Power Coy, 2322 ; The Hodgson Iron & Tube Coy, 2322.

LETTERS PATENT, ISSUED :—La Cie d'Imprimerie de Shawinigan Fall, 2339 ; The Garth Coy, 2304.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :—Of P. S. Grandpré to M. Eug. Labrèche, 2306.

MUNICIPALITÉ :—Publication dans une seule langue :—demande de :—Paroisse de Saint-André d'Acton, comté de Bagot, 2306 ; Ville d'Acton, comté de Bagot, 2306.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : Demande d'ériger en :—Saint-Majorique de Grantham, 2306.

NOMINATIONS :—*Juge de Paix* :—District d'Ottawa 2339.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 2303.

RÈGLE DE COUR :—Martin vs Lilley, 2343.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Butler vs Crockford, 2320 ; Charbonneau vs Paré, 2319 ; Chapleau vs Pepin, 2319 ; Claxton vs Ayer, 2320 ; Fournier vs Caron, 2320 ; Garault vs Pinault, 2319 ; Hibbard vs Ayer, 2320 ; Michaud vs Beaulieu, 2340 ; ; Powell vs Béliveau, 2319 ; Rémillard vs Brosseau, 2320.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Lavergne vs Doucet, 2319.

SOCIÉTÉ FORMÉE :—Cie d'Assurance mutuelle contre le feu etc., de la paroisse de Sainte-Anne de Stukely, 2319.

FERRÉS DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Ashburton, 2305 ; Blais, 2305 ; Bungay, 2305 ; Caxton, 2305 ; Ditchfield, 2305 ; Lepage, 2305.

VENTE DE FAILLITE :—Dme Laferrière, 2343.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Dme Dauplaise vs Parenteau, 2327.

CHICOUTIMI :—The Ames Holden Coy of Montreal, vs Dufour & Lacombe, 2328.

IBERVILLE :—McCabe vs Turgeon, 2328.

KAMOURASKA :—Rioux vs Dumas, 2330 ; Riou vs Michaud, 2329.

MONTREAL :—Dme Laperrière, faillie, 2331 ; Fortin vs Laird, 2332 ; Hurteau vs Dme Peltier *et al*, 2330 ; Miss Brown vs Mackie, 2332 ; Royer *et al*, vs Lavigne, 2331 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Lafleur, 2333 ; Rhéaume vs Dme David *et vir*, 2334 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Guerin, 2334.

OTTAWA :—Garant *et al* vs Conroy *et al*, 2335.

QUEBEC :—Larue vs O'Donnell, 2337 ; Larue vs O'Donnell, 2338 ; La cité de Québec vs Couture, 2337 ; La cité de Québec vs Trudel *et al*, 2336 ; La cité de Québec vs O'Reilly, 2336 ; Rousseau vs Vien, 2337.

SAINT-FRANÇOIS :—Maxfield vs Maxfield, 2338.

SAINT-HYACINTHE :—Parent vs Rodier, 2339.

MUNICIPALITY :—Publication in one language only :—Application for :—Parish of Saint André d'Acton, county of Bagot, 2206 ; Town of Acton, county of Bagot, 2306.

SCHOOL MUNICIPALITY : Application to erect in :—Saint Majorique de Grantham, 2306.

APPOINTMENT :—*Justice of the peace* :—District of Ottawa, 2339.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 2303.

RULE OF COURT :—Martin vs Lilley, 2343.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Butler vs Crockford, 2320 ; Charbonneau vs Paré, 2319 ; Chapleau vs Pepin, 2319 ; Claxton vs Ayer, 2320 ; Fournier vs Caron, 2320 ; Garault vs Pinault, 2319 ; Hibbard vs Ayer, 2320 ; Michaud vs Beaulieu, 2340 ; Powell vs Béliveau, 2319 ; Rémillard vs Brosseau, 2320.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dme Lavergne vs Doucet, 2319.

SOCIETY FORMED :—The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Sainte Anne de Stukely, 2319.

CROWN LANDS :—*Notices of cancellation, etc.* :—Ashburton, 2305 ; Blais, 2305 ; Bungay, 2305 ; Caxton, 2305 ; Ditchfield, 2305 ; Lepage, 2305.

INSOLVENT'S SALE :—Dme Laferrière, 2334.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Dme Dauplaise vs Parenteau, 2327.

CHICOUTIMI :—The Ames Holden Coy of Montreal, vs Dufour & Lacombe, 2328.

IBERVILLE :—McCabe vs Turgeon, 2328.

KAMOURASKA :—Rioux vs Dumas, 2330 ; Riou vs Michaud, 2329.

MONTREAL :—Dme Laperrière, insolvent, 2331 ; Fortin vs Laird, 2332 ; Hurteau vs Dme Peltier *et al*, 2330 ; Miss Brown vs Mackie, 2332 ; Royer *et al* vs Lavigne, 2331 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Lafleur, 2333 ; Rhéaume vs Dme David *et vir*, 2334 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Guerin, 2334.

OTTAWA :—Garand *et al* vs Conroy *et al*, 2335.

QUEBEC :—Larue vs O'Donnell, 2337 ; Larue vs O'Donnell, 2338 ; The city of Québec vs Couture, 2337 ; The city of Québec vs Trudel *et al*, 2336 ; The city of Québec vs O'Reilly, 2336 ; Rousseau vs Vien, 2337.

SAINT FRANCIS :—Maxfield vs Maxfield, 2338.

SAINT HYACINTH :—Parent vs Rodier, 2339.

